

SEANCE DU MERCREDI 20 DECEMBRE 1989
VERGADERING VAN WOENSDAG 20 DECEMBER 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1188.

PROJETS ET PROPOSITION DE LOI (Discussion):

Projet de loi-programme.

Discussion (Reprise). — Rapport fait au nom de la commission des Affaires économiques. — *Orateurs*: M. Hatry, M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*, p. 1188.

Discussion et vote des articles, p. 1192.

Projet de loi fixant pour l'année 1990 le contingent de l'armée.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Janzegers, M. Coëme, ministre de la Défense nationale, p. 1193.

Discussion et vote des articles, p. 1196.

Proposition de loi abrogeant l'article 357 du Code des impôts sur les revenus.

Discussion générale (Renvoi en commission). — *Orateurs*: M. Aerts, rapporteur, M. Maystadt, ministre des Finances, M. Cardoen, M. le Président, p. 1196.

Projet de loi modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole.

Discussion et vote de l'article unique, p. 1197.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1188.

ONTWERPEN EN VOORSTEL VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van programmawet.

Beraadslaging (Hervatting). — Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Economische Zaken. — *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken en het Plan, belast met de herstructurering van het ministerie van Onderwijs, blz. 1188.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1192.

Ontwerp van wet tot vaststelling van de legersterkte voor het jaar 1990.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Janzegers, de heer Coëme, minister van Landsverdediging, blz. 1193.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1196.

Voorstel van wet tot opheffing van artikel 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Algemene beraadslaging (Terugverwijzing naar de commissie). — *Sprekers*: de heer Aerts, rapporteur, de heer Maystadt, minister van Financiën, de heer Cardoen, de Voorzitter, blz. 1196.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringfonds.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 1197.

Projet de loi relatif aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Cardoen, rapporteur, Vandenhaut, De Loor, M. Langendries, ministre de la Fonction publique, M. Van Hooland, p. 1197.

Discussion et vote d'articles, p. 1204.

A l'article 7: *Orateur*: M. Langendries, ministre de la Fonction publique, p. 1206.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Communications de l'année budgétaire 1989.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. De Seranno, rapporteur, Bayenet, M. Dehaene, Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, p. 1210.

Discussion et vote d'articles, p. 1211.

Projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1988.

Discussion et vote des articles, p. 1214.

Projet de loi modifiant l'article 19 de la nouvelle loi communale.

Discussion et vote des articles, p. 1215.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 1215.

Ontwerp van wet betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Cardoen, rapporteur, Vandenhaut, De Loor, de heer Langendries, minister van Openbaar Ambt, de heer Van Hooland, blz. 1197.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 1204.

Bij artikel 7: *Spreker*: de heer Langendries, minister van Openbaar Ambt, blz. 1206.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1989.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren De Seranno, rapporteur, Bayenet, de heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen, blz. 1210.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 1211.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen van het begrotingsjaar 1988.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1214.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 19 van de nieuwe gemeentewet.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1215.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 1215.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 10 h 5 m.

CONGES — VERLOF

M. Adriaenssens, en mission à l'étranger, demande un congé.

Verlof vraagt: de heer Adriaenssens, met opdracht in het buitenland.

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Sprockeels et Wyninckx, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Sprockeels en Wyninckx, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI-PROGRAMME

Discussion du rapport fait au nom de la commission des Affaires économiques

Examen et vote des articles

ONTWERP VAN PROGRAMMAWET

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Economische Aangelegenheden

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi-programme par l'examen du rapport fait au nom de la

commission des Affaires économiques au sujet des articles 313 à 322.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van programawet met de bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Economische Aangelegenheden betreffende de artikelen 313 tot 322.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

De heer Dufaux verwijst naar zijn verslag.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, les groupes PRL et PVV se sont abstenus à l'égard des dispositions de la loi-programme concernant le ministère des Affaires économiques. Pourquoi ?

S'agissant de l'application dans le droit intérieur belge, d'une directive européenne, nous avons voulu, d'une part, souligner à quel point nous estimons méritoire de chercher à procéder, dans ce domaine et dans les délais prescrits par les directives, à cette intégration et, d'autre part, dire combien nous apprécions cet effort, hélas trop exceptionnellement fait, au sein des structures institutionnelles belges actuelles.

Je tiens tout d'abord à rendre hommage, comme l'ensemble de la commission d'ailleurs, à M. Dufaux pour son excellent rapport où sont reprises les nombreuses observations qu'a soulevées le volet « Affaires économiques » de la loi-programme.

Je voudrais cependant attirer l'attention du Président et du ministre sur un inconvénient de l'approche choisie — mais il n'y a pas moyen d'agir autrement —, c'est-à-dire de découper la loi-programme en une série de chapitres.

L'exemple typique illustrant cette difficulté est le problème des médicaments qui figure à deux ou trois endroits.

Lors de son intervention, mon collègue, M. Philippe Monfils, a été inévitablement amené à parler du volet économique, comme je serai tout à l'heure amené à parler du volet fiscal. En effet, la fiscalité s'intégrant du point de vue économique dans les prix, il est impossible de dissocier totalement, comme on l'a fait, les articles les uns des autres.

M. Henrion, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Monsieur le ministre, ayant relu le rapport, je voudrais souligner deux points du projet de loi qui me paraissent avoir été traités de façon inadéquate, voire inexistante. Le premier concerne la notion de recours.

Vous vous souviendrez que je suis intervenu, dans la discussion, pour vous demander quel était le recours auquel le gouvernement belge suggérait que l'on se réfère pour répondre au projet de directive lequel demande, de bonne foi, que compte tenu de l'ensemble des mesures, qu'il s'agisse de la fixation d'un premier prix pour un produit pharmaceutique, d'un problème de majoration de prix, de la fixation de marges, de remboursement ou de décision de non-remboursement, l'entreprise qui est l'objet d'une décision doit se faire signifier l'existence d'un recours.

Il est vrai, monsieur le ministre, que la directive n'indique pas de façon tout à fait formelle qu'un recours doit exister. En d'autres termes, elle n'indique pas que deux instances sont requises : une instance de première décision et une autre d'appel. Le texte du projet ne le mentionne pas aussi clairement. Tout le contexte de la directive visant à créer plus de clarté, dans ce domaine, me paraît dès lors requérir l'existence d'une possibilité de recours quant au fond.

Je me souviens parfaitement qu'au cours du débat, vous nous aviez répondu que les entreprises n'ayant pas obtenu satisfaction par la décision qui leur avait été communiquée pouvaient introduire un recours au Conseil d'Etat. Je persiste cependant à croire que cette possibilité de recours est insuffisante.

Le recours ne sera, en effet, seulement accueilli par cette instance que si le ministre commet une faute administrative quelconque, en oubliant, par exemple, de prendre contact avec

tel ou tel organisme dont la consultation est obligatoire ou en prenant éventuellement une décision dans des délais différents de ceux imposés par la loi. Ce ne sera, dès lors, jamais que sur des aspects strictement formels qu'il appartiendra au Conseil d'Etat d'intervenir.

Peut-être pourriez-vous, monsieur le ministre, répondre au souhait des institutions européennes en organisant un recours à l'intérieur de votre département ? Il suffirait de prévoir deux instances, la deuxième étant éventuellement le ministre des Affaires économiques, pour que la demande d'un recours quant au fond soit satisfaite.

Alors qu'il n'existe actuellement qu'un seul niveau d'intervention quant à la décision sur le fond, ce projet ne répond pas, à mon avis, à l'esprit même s'il répond à la lettre de la directive européenne.

Monsieur le ministre, et ce sera ma première réflexion, après avoir lu et la directive et le rapport, j'estime qu'il n'a pas été répondu, sur ce point, au contenu de ladite directive.

Ma deuxième réflexion, toujours en rapport avec le texte de la directive, est relative à la publicité, sujet nouveau qui n'a pas encore été traité en commission. Nouveau, il l'est également eu égard à la réglementation belge. En effet, si les décisions sectorielles sont publiques et communiquées, assorties d'une série de commentaires justifiant la position des uns et des autres, la législation belge, en matière de prix, lorsqu'il s'agit de décision à prendre pour une entreprise, prévoit que seul le comité permanent peut émettre un avis. Généralement, il n'en est pas débattu en séance plénière de la Commission de régulation des prix et le contenu de la décision n'est pas rendu public pour des raisons assez évidentes, compte tenu et du caractère concurrentiel des industries et des raisons invoquées par les entreprises pour ne pas souhaiter ce genre de publicité.

La commission souhaite que les décisions, leur motivation ainsi que l'ensemble du processus suivi lui soient communiqués. On comprend aisément pourquoi. En effet, si l'industrie belge du médicament est en quelque sorte soumise à un maquis de réglementations, la situation n'est guère plus simple, je crois, dans les onze autres pays de la Communauté.

Il est probable que la commission, par souci de clarté, désire qu'il soit recouru à la publicité. Or, il n'en est soufflé mot nulle part dans le projet de loi.

Comment envisagez-vous d'organiser cette publicité ? Publiez-vous, dans les annexes du *Moniteur belge*, les raisons qui vous ont amené à refuser une hausse de prix ou à fixer à un moment donné, le prix d'un médicament déterminé ? La directive est très claire à cet égard : toute décision requiert à la fois une motivation objective et une publicité.

Je ne vois pas très bien comment le ministère des Affaires économiques va organiser cette publicité.

Cela me paraît un point important étant donné que probablement et compte tenu de la difficulté de faire respecter un certain nombre de règles, la commission aura une certaine tendance à demander que l'on publie les décisions précisément pour éviter les « caucous » secrets et les décisions purement subjectives.

J'ajoute que la manière dont est traitée l'industrie belge du médicament ne peut évidemment nous donner satisfaction.

En effet, et le rapport le dit assez clairement, si la Belgique devait en ce domaine aligner les prix qu'elle pratique sur d'autres, l'industrie du médicament recevrait entre dix et quarante milliards de plus. Cela coûterait, bien entendu, d'autant plus soit à l'assurance maladie-invalidité, soit aux consommateurs, selon la répartition qui sera faite, le cas échéant, de ces montants.

Depuis 1975, soit depuis une quinzaine d'années, l'industrie pharmaceutique belge se plaint de la loi Oleffe et du fait que les interventions de ses successeurs l'ont dotée d'une rentabilité insuffisante. Des tableaux et des informations précises ont été publiés à ce sujet. Actuellement, l'industrie pharmaceutique est présente par ses informations sur la scène publique. Elle n'hésite pas à communiquer des chiffres qui, d'ailleurs, me paraissent assez convaincants.

Cette rentabilité insuffisante que nous connaissons depuis une quinzaine d'années, constitue non seulement un handicap considérable à une politique d'investissements futurs, mais elle est également nuisible à la rentabilité, les prix pratiqués dans la plupart des pays vers lesquels la Belgique exporte étant conditionnés par le prix obtenu sur le marché du pays d'origine du médicament.

Par conséquent, aujourd'hui encore, le but visé par le contrat de programme de Martens V demeure un impératif. Nous sommes cependant parfaitement conscients que ce contrat de programme est devenu impossible à respecter du fait de l'intégration européenne.

Aujourd'hui, la loi-programme n'apporte aucune solution à ce problème. Compte tenu du fait qu'il s'avère impossible d'exercer une pression encore plus forte sur les prix, on recourt au système de la taxation, point sur lequel je reviendrai, dans quelques instants. Cette nouvelle voie est, par ailleurs, aussi nuisible que la précédente à laquelle elle s'ajoute d'ailleurs.

A la limite, si nous pratiquions une politique des prix semblable à celle de l'Allemagne fédérale ou de la Suisse, une grande partie des articles de la loi-programme consacrés aux médicaments seraient inutiles. En fait, toutes les dispositions relatives à l'approbation du prix, à l'approbation des hausses de prix, aux restrictions et aux marges ne se justifieraient plus.

Je ne suis guère favorable à la politique belge en matière de prix, car elle est pratiquement la seule qui intervient encore aussi activement dans le processus d'établissement de ceux-ci. A la différence de tous les autres pays, nous sommes restés au stade que l'Europe a connu, voici une vingtaine d'années, lorsque la législation de 1945 a été complétée par la législation Cools, au début des années 70. En d'autres termes, chez nous, la contrainte est la règle et la liberté, l'exception. Cela est à ce point vrai que lorsque vous-même et vos récents prédécesseurs avez voulu organiser la liberté de prix pour certains produits, processus de vente et canaux de distribution, vous avez dû procéder par exception. Partant, les commerçants dont le chiffre d'affaires est inférieur à un plafond déterminé — certains produits ou secteurs dont les marges sont fixées en pourcentage n'étant pas susceptibles de faire l'objet d'une contrainte de la part du ministère, dans la mesure où ce pourcentage reste constant — ne sont pas visés par la réglementation relative aux prix mais ce, à titre d'exception. Cette politique va manifester dans le sens inverse de celui qu'il faudrait suivre dans ce domaine. Sous la contrainte de la commission, elle nous amène à devoir insérer dans la loi-programme, un certain nombre de dispositions qui ne me paraissent pas souhaitables. Evidemment, elles sont le résultat du fait qu'à défaut d'une politique plus libre en matière de prix, vous contrôlez encore la quasi-totalité du secteur pharmaceutique. Vous avez d'ailleurs signalé qu'il s'agissait à la fois des produits remboursés par l'assurance maladie-invalidité et de ceux qui ne le sont pas, ces derniers continuant à tomber sous le coup de cette législation même lorsqu'ils sont distribués par des commerçants dont le chiffre d'affaires est inférieur au minimum fixé.

Par conséquent, en matière de contrôle des prix, la Belgique est pratiquement le seul pays dans l'Europe des Douze à avoir une structure fossilisée.

Telles sont les considérations que je voulais émettre, monsieur le ministre, quant à ce contrôle des prix. L'année 1993 nous prouvera si ce régime est compatible avec les conditions de libéralisation totale imposées aux pays de la Communauté. Personnellement, j'émet de sérieux doutes à cet égard.

Le règlement par la Cour de Justice, des conflits qui opposent dans ce domaine l'Etat belge à la Commission, nous indiquera si nous nous orienterons vers plus de liberté ou si la situation actuelle sera maintenue.

Enfin, monsieur le ministre, je voudrais démontrer à quel point cette partie de la loi portant des mesures d'ordre économique concerne à la fois votre département et celui des Affaires sociales et de la Santé publique, alors que la partie dite « sociale » a des retombées tout à fait économiques.

En effet, il est tout à fait clair qu'en ce qui concerne l'industrie pharmaceutique, un impôt de répartition a été imposé, analogue à celui que vous avez levé sur le secteur de l'électricité, par le biais de la loi fiscale, et qui vise à extraire de ce secteur, par deux séries de mesures, un montant total de 1,250 milliard. Même si vous le niez, l'industrie pharmaceutique devra prélever cette somme sur sa marge bénéficiaire qui en sera d'autant réduite, sauf si, comme elle l'espère, elle parvient à répercuter cet impôt supplémentaire sur le consommateur.

En effet, les 60 000 francs prélevés sur les conditionnements, prétendument destinés à permettre un élagage de ces derniers, le prélèvement de 1,25 p.c. sur les produits non remboursés et de 2,5 p.c. sur les produits remboursés, ont, de toute évidence, un impact économique et pas uniquement un impact social ou un impact en matière de santé publique.

Ce prélèvement est opéré par le biais d'une technique fiscale très particulière que les techniciens des finances publiques d'il y a vingt ou trente ans auraient certainement condamnée puisqu'il s'agit d'un véritable impôt de répartition, personne ne penserait à le nier. Qui plus est, il s'agit d'un impôt affecté, c'est-à-dire destiné intégralement à un de vos collègues, ce que je démontrerai dans un instant. Il s'agit, dès lors, d'une augmentation nouvelle de la fiscalité, mais au détriment d'un secteur particulier, comme certaines villes occupées auraient dû, voici quelque cent cinquante ans, payer une redevance à l'occupant. Vous collectez auprès de l'occupé, l'industrie pharmaceutique, un montant de 1,250 milliard. C'est une forme particulièrement peu élégante de traiter un secteur économique, à l'aube de 1993.

Il est indéniable que cet impôt affecté va créer un nouveau fonds budgétaire allant à l'encontre de l'universalité en matière de recettes. Pis encore, monsieur le Vice-Premier ministre, cette pratique ne s'inscrit pas dans la politique d'assainissement budgétaire. Si cette mesure visait au moins à réduire les dépenses de l'Etat! Nous savons tous à quel point notre armée de fonctionnaires est trop nombreuse, donc mal payée, donc mécontente. Par ailleurs, sa présence ne convainc nullement les Belges qu'ils sont mieux administrés qu'il y a vingt ans, alors que le nombre de fonctionnaires est passé de 600 000 à 800 000 à l'heure actuelle. On aurait pu, me semble-t-il, faire l'effort d'affecter des personnes et des fonds à la réalisation des objectifs de votre collègue.

Pas du tout, ce dernier décide de nouvelles recettes. Nous nous sommes laissé dire que ces montants serviraient à alimenter des dépenses permanentes et ne contribueraient donc pas à une réduction des dépenses. Cela signifie que, le jour où vous ne pourrez plus maintenir cet impôt pour des raisons évidentes, vous devrez trouver ailleurs des ressources pour payer les fonctionnaires et la structure que l'on mettra alors sur pied.

En effet, j'apprends, par exemple, que les recettes qui seront ponctionnées dans l'industrie pharmaceutique seront affectées au financement de dépenses administratives nouvelles. Il s'agit, entre autres, du paiement de délégués nommés et considérés comme neutres, dont la mission sera d'informer les médecins. Ce montant d'un milliard 250 millions servira également à financer d'autres actions d'information. On nous dit même que l'argent serait utilisé pour payer l'équipement informatisé des officines pharmaceutiques, notamment en ce qui concerne la lecture de codes-barres pour les médicaments et celle des cartes magnétiques des patients. A la limite, on pourrait aussi imaginer que cette industrie finance les ordinateurs des mutuelles...

Cet impôt alimentera donc des dépenses nouvelles et, comme vous ne pourrez le maintenir indéfiniment, il faudra — je le répète — que vous trouviez d'autres ressources dans le futur. Vous devriez mener la politique inverse et vous le savez très bien.

J'en viens à un autre élément choquant: le prélèvement sur les produits non remboursables, auquel on ne peut trouver aucune justification puisque l'industrie en question peut être considérée comme n'importe quelle autre industrie. Pourquoi, en effet, ne pas taxer alors la confiserie, par exemple, puisqu'elle provoque des caries dentaires et augmente le coût de ces soins spécifiques pour l'INAMI? Avec des raisonnements tels que

ceux que l'on nous a tenus en ce qui concerne la taxation des médicaments non remboursables, tout pourrait être possible !

J'en ai terminé, monsieur le ministre, avec cette partie de mon intervention. Lorsqu'on analyse la façon dont le problème est traité dans la loi-programme, il apparaît qu'une vision globale des modifications qu'il faudrait apporter dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité, manque singulièrement. On oublie, par exemple, que l'industrie en question réduit les dépenses hospitalières puisqu'elle fournit des médicaments qui permettent d'écourter les hospitalisations, voire de les éviter. En outre, dans une série de cas, la médication a remplacé des interventions chirurgicales coûteuses.

Cela montre non seulement que le découpage au niveau du raisonnement est réel en ce qui concerne les différentes parties de la loi-programme, mais aussi, comme je l'ai déjà dit, que la problématique n'a pas fait l'objet d'un examen global. Les deux ministres, qui devraient pourtant avoir des préoccupations similaires, abordent le problème différemment. Or, une vue d'ensemble s'impose pour développer, en Belgique, une industrie qui appartient d'ores et déjà au XXI^e siècle. Les industries du XIX^e siècle ont été trop nombreuses dans notre pays : les charbonnages cesseraient malheureusement bientôt leurs activités, les secteurs de la sidérurgie et du textile ont pu être redressés et j'espère qu'ils sortiront de leurs difficultés. Quant aux industries du XX^e siècle, comme la grande chimie et l'automobile, elles se défendent heureusement très bien.

Dans le cas qui nous occupe, monsieur le ministre, j'estime que le gouvernement traite fort mal une industrie d'avenir et je souhaite qu'il mette à profit les trois années précédant notre entrée dans le marché de 1993 pour mettre fin à ce *patchwork*, ces petites touches qui ne sont pas dignes d'une grande politique industrielle dont vous êtes partisan, je le sais. Je vous demande donc de ne plus appliquer à ce grand secteur industriel des économies de bouts de chandelle indignes d'une industrie qui fut très importante dans le passé et qui le sera, je l'espère, pour l'avenir de la Belgique. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Monsieur le Président, M. Hatry a bien voulu rappeler que nous sommes tenus de traduire dans notre législation, une directive émanant de la Communauté européenne. C'est ce que nous essayons de faire tout en respectant les délais.

Au sujet des recours, M. Hatry a bien voulu souligner que la directive comme telle ne contient pas d'obligation formelle. Je l'ai dit en commission, le recours est possible du point de vue juridique auprès du Conseil d'Etat pour les firmes qui envisageraient éventuellement un tel recours. Je me suis également engagé à fournir l'effort nécessaire en vue d'améliorer, dans la mesure du possible, les procédures existantes tant en matière de recours que de publicité, deuxième élément évoqué.

Pour l'heure, monsieur Hatry, je ne tiens pas à m'engager formellement sur la création d'une deuxième instance, l'instance d'appel. Laissez-moi le temps d'étudier le problème.

Je puis toutefois vous assurer que l'on examine la possibilité de communiquer à la société concernée l'avis ou les avis émis par la commission compétente, et j'attends, du moins dans un délai limité, les réactions de cette société avant de prendre attitude, ce qui constituerait en soi une amélioration sérieuse. Cette possibilité qui ouvrirait ainsi le dialogue avant toute prise de décision, est également soumise à l'étude en ce qui concerne la publicité.

Vous conviendrez qu'il serait difficile d'assurer une publicité plus large à des données ayant trait à une société bien précise. Tel n'est certainement pas le but de la directive européenne.

Par ailleurs, vous dites que la loi-programme n'apporte pas de solution aux problèmes économiques qui se posent dans l'industrie pharmaceutique. J'ai reconnu en commission que je

n'étais pas satisfait à 100 p.c. de la situation actuelle. Je n'ai pas changé d'avis. J'ai cependant tenu à maintenir la distinction entre les produits remboursables et les produits non remboursables, dans le respect des objectifs économiques que j'ai évoqués en commission. Même si le Conseil d'Etat m'a incité à ne pas la maintenir et même si, à la Chambre, certains collègues, tout en défendant une position respectable, mais exclusivement sociale, ont introduit un amendement tendant à la suppression de cette distinction je la maintiens, toujours dans le but d'améliorer la situation économique et financière des différentes sociétés pharmaceutiques, de manière à atteindre un équilibre entre les considérations économiques et sociales.

A propos des comparaisons établies avec des pays voisins, je voudrais vous dire, monsieur Hatry, que je ne suis pas certain que l'industrie pharmaceutique serait fort heureuse de se retrouver dans une situation où quelque 800 ou 900 produits seulement seraient reconnus par les autorités. Dans notre pays, des milliers de produits sont actuellement reconnus et nombreux sont ceux qui entrent en ligne de compte pour une intervention de l'INAMI, ce qui, à ma connaissance, n'est pas le cas dans les autres pays. J'estime donc qu'une grande prudence s'impose dans ce genre de comparaisons.

Pour ce qui est des soi-disant impôts affectés, nous ne pouvons que poursuivre les efforts d'assainissement dans le secteur de l'assurance maladie.

Il n'entre nullement dans mes intentions de placer la discussion sur le plan purement politique, mais je me permettrai de faire remarquer que les gouvernements précédents, à participation libérale, ont été obligés de procéder de la même manière. C'est ainsi qu'au cours de ces législatures, le gouvernement s'est trouvé confronté au problème du blocage des prix des produits pharmaceutiques et a demandé des efforts à l'industrie pharmaceutique, aux laboratoires et aux assurés. Le gouvernement actuel est, lui aussi, obligé de demander des efforts de toutes parts, aux laboratoires, dans le secteur de la kinésie, etc.

Je précise que les pays voisins sont, comme nous, confrontés au double problème du vieillissement de la population et de l'introduction de plus en plus large de la technologie moderne en médecine. Tout cela exige des dépenses considérables, mais indispensables à une politique moderne en matière de soins de santé.

Il est évident que les mesures prises par le ministre de la Prévoyance sociale dans le secteur pharmaceutique ne sont pas destinées à rendre possibles de nouvelles dépenses. Comme cela se pratique d'ailleurs aux Etats-Unis, on essaie maintenant d'établir des profils, que ce soit par type de maladie, d'assuré ou de prescription, dans le but de permettre un contrôle plus précis des dépenses. Vous pouvez donc constater que nous poursuivons dans la même voie que les gouvernements précédents. Incontestablement, l'industrie pharmaceutique est un secteur d'avenir et il faut consentir les efforts nécessaires pour que ses activités continuent à se développer dans notre pays. Malgré la situation parfois délicate, je puis vous assurer que je ne ménage pas mes efforts. Les investissements annoncés par les sociétés exerçant déjà des activités de production sur notre territoire me portent à croire que, malgré la faiblesse de la situation actuelle, mes efforts sont quelque peu appréciés. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je remercie M. le ministre de sa réponse et notamment des intentions qu'il a exprimées au sujet d'un redressement de la situation de l'industrie pharmaceutique. Celui-ci sera profitable, dans les années à venir, aussi bien aux investissements qu'aux emplois, s'il parvient toutefois à concrétiser ses intentions.

Je désire cependant formuler deux remarques.

En premier lieu, même si l'on dore la pilule, il est clair qu'à structure égale, si l'industrie pharmaceutique belge était placée dans un autre pays, elle recevrait entre dix et quarante milliards de plus, selon le pays où elle se trouverait, ce qui n'est pas négligeable. En d'autres termes, cette comparaison avec les

autres pays est défavorable à l'implantation de l'industrie pharmaceutique en Belgique.

Ensuite, la directive est très claire en matière de publicité.

Dans les articles qu'elle a rédigés et qui ont été approuvés par le Conseil des ministres, la commission précise que lorsqu'un Etat membre adopte soit un système de prix, soit un système de marge, « ... l'Etat publie dans une publication appropriée ... » Bien que vous ayez tenté de transposer le mieux possible la directive dans la loi belge, vous risquez donc, monsieur le ministre, et je ne m'étais pas rendu compte de cet aspect du problème en commission, de provoquer une réaction des autorités européennes parce que votre texte est muet à propos de la publicité.

Je comprends cependant votre position, étant donné la tradition en matière de politique des prix en Belgique et étant donné aussi que la Commission de régulation des prix n'a pas l'habitude de la publication de documents portant sur un produit ou une entreprise en particulier.

Nous attendrons donc la suite des événements à cet égard, monsieur le ministre.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission des Affaires économiques, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Economische Aangelegenheden, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

Artikel 313 luidt:

TITEL VI. — Economische Zaken: Prijsvaststelling van de in het raam van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering terugbetaalbare geneesmiddelen

Hoofdstuk I. — Toepassingsgebied

Art. 313. § 1. Aan de bepalingen van titel VI zijn onderworpen:

1° De geneesmiddelen bedoeld in artikel 1 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen met uitzondering van de magistrale bereidingen en de veeartsenijkundige geneesmiddelen;

2° De door de Koning met toepassing van artikel 1bis van de voornoemde wet van 25 maart 1964 geheel of ten dele met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties, die worden aangeduid door de minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft.

De bepalingen van titel VI zijn evenwel enkel van toepassing op de geneesmiddelen en gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties, aangenomen voor terugbetaling in het raam van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, of waarvoor de aanneming zal worden aangevraagd.

§ 2. Voor de toepassing van titel VI en zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° De minister: de minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft;

2° Geneesmiddel: de geneesmiddelen en de met de geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties, bedoeld in § 1.

TITRE VI. — Affaires économiques: De la fixation des prix des médicaments remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Chapitre I^{er}. — Du champ d'application

Art. 313. § 1^{er}. Sont soumis aux dispositions du titre VI:

1° Les médicaments visés à l'article 1^{er} de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, à l'exclusion des préparations magistrales et des médicaments vétérinaires;

2° Les objets, appareils et substances qui, en application de l'article 1^{er}bis de la loi précitée du 25 mars 1964, sont, en tout ou en partie, assimilés par le Roi à des médicaments et que le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions désigne.

Les dispositions du titre VI ne sont toutefois applicables qu'aux médicaments et objets, appareils et substances assimilés, admis au remboursement dans le cadre de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ou dont l'admission sera demandée.

§ 2. Pour l'application du titre VI et de ses arrêtés d'exécution, il faut entendre par:

1° Le ministre: le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions;

2° Médicament: Les médicaments et les objets, appareils et substances assimilés aux médicaments, visés au § 1^{er}.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II. — Beslissingen tot prijsvaststelling

Art. 314. § 1. De prijzen van de nieuwe geneesmiddelen evenals de prijsverhogingen van de bestaande geneesmiddelen zijn onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de minister.

§ 2. De minister bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden van een prijs- of prijsverhogingsaanvraag evenals de termijnen binnen welke hij zijn beslissing tot prijsvaststelling betekent.

§ 3. Bij ontstentenis van een beslissing tot prijsvaststelling binnen de in § 2 bedoelde termijnen, mag de aanvrager de gevraagde prijs of prijsverhoging toepassen.

Chapitre II. — Des décisions de fixation de prix

Art. 314. § 1^{er}. Les prix des nouveaux médicaments ainsi que les hausses de prix des médicaments existants sont soumis à l'approbation préalable du ministre.

§ 2. Le ministre détermine les conditions de recevabilité d'une demande de prix ou de hausse de prix ainsi que les délais dans lesquels il signifie sa décision de fixation de prix.

§ 3. En l'absence d'une décision de fixation de prix dans les délais visés au § 2, le demandeur est habilité à appliquer le prix ou la hausse de prix demandés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 315. Elke beslissing tot prijsvaststelling bevat een motivering die is gebaseerd op objectieve en verifieerbare criteria en vermeldt de bestaande rechtsmiddelen en termijnen binnen welke ze kunnen worden aangewend.

Art. 315. Toute décision de fixation de prix comporte une motivation fondée sur des critères objectifs et vérifiables et mentionne les recours existants et les délais dans lesquels ils peuvent être exercés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 316. Alvorens een beslissing tot prijsvaststelling te nemen, raadpleegt de minister een Prijzencommissie voor de geneesmiddelen, waarvan de Koning het statuut, de samenstelling en de werkingsmodaliteiten regelt.

Art. 316. Avant de prendre une décision de fixation de prix, le ministre consulte une Commission des prix des médicaments,

dont le Roi fixe le statut, la composition et les modalités de fonctionnement.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk III. — Maximumprijzen en marges in het algemeen

Art. 317. De minister kan maximumprijzen vaststellen in het algemeen voor de door hem aangeduide categorieën van geneesmiddelen.

Chapitre III. — Des prix et marges maxima en général

Art. 317. Le ministre peut fixer des prix maxima en général pour les catégories de médicaments qu'il désigne.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 318. Hij kan maximummarges vaststellen voor de verdeling in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen.

Art. 318. Il peut fixer des marges maxima pour la distribution en gros et la dispensation des médicaments.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk IV. — Slotbepalingen

Art. 319. De overtredingen van de bepalingen van deze titel en zijn uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

Chapitre IV. — Des dispositions finales

Art. 319. Les infractions aux dispositions de ce titre et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 320. Worden opgeheven:

— De wet van 9 juli 1975 betreffende de prijzen van de in het raam van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering terugbetaalbare farmaceutische produkten en andere geneesmiddelen;

— Het koninklijk besluit van 11 december 1975 tot bepaling van de criteria voor de vaststelling van de prijzen van de farmaceutische specialiteiten en andere geneesmiddelen, bekrachtigd bij de wet van 22 december 1977.

Art. 320. Sont abrogés:

— La loi du 9 juillet 1975 relative aux prix des produits pharmaceutiques et autres médicaments remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

— L'arrêté royal du 11 décembre 1975 déterminant les critères pour la fixation des prix des spécialités pharmaceutiques et autres médicaments, confirmé par la loi du 22 décembre 1977.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 321. Het koninklijk besluit van 8 augustus 1975 tot oprichting van een Prijzencommissie voor de farmaceutische

specialiteiten wordt geacht te zijn genomen ter uitvoering van artikel 316 van deze wet. Het blijft in werking zolang het niet door de Koning wordt gewijzigd of opgeheven.

Art. 321. L'arrêté royal du 8 août 1975 instituant une Commission des prix des spécialités pharmaceutiques est considéré comme pris en exécution de l'article 316 de la présente loi. Il reste en vigueur jusqu'à sa modification ou son abrogation par le Roi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 322. Titel VI treedt in werking op 31 december 1989.

Art. 322. Le titre VI entre en vigueur le 31 décembre 1989.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

ONTWERP VAN WET TOT VASTSTELLING VAN DE LEGERSTERKTE VOOR HET JAAR 1990

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI FIXANT POUR L'ANNEE 1990 LE CONTINGENT DE L'ARMEE

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot vaststelling van de legersterkte voor het jaar 1990.

Nous abordons l'examen du projet de loi fixant pour l'année 1990 le contingent de l'armée.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

M. Evrard, rapporteur, se réfère à son rapport.

Het woord is aan de heer Janzegers.

De heer Janzegers. — Mijnheer de Voorzitter, vooraf druk ik nogmaals de diepe ontevredenheid van mijn fractie uit over de manier waarop wij de begrotingen 1990 hebben moeten behandelen, of beter niet hebben kunnen behandelen. De begroting van Landsverdediging en van de Rijkswacht moesten wij bespreken op 29 november, hoewel wij de eigenlijke begrotingscijfers respectievelijk pas op 11 en 14 december hebben gekregen. Een begroting is de cijfermatige vertaling van het beleid dat men het volgend jaar wil voeren. Het is de taak van de wetgevende macht om dit beleid kritisch te evalueren, onder meer op basis van wat burgers en belangenverenigingen vragen. De uitvoerende macht maakt dit echter nog nauwelijks mogelijk. Tot mijn grote frustratie laten de meeste collega's dit zonder meer gebeuren, op wat verbaal protest na.

Het contingent van 1990 is het eerste dat het nieuwe statuut zal genieten, dat op 1 januari aanstaande van kracht wordt. De regeringsverklaring beloofde een «volwaardig statuut», maar de minister heeft dit zelf in openbare vergadering terugschroefd tot een povere «eerste stap». Ik geef toe dat deze «eerste stap» positieve elementen bevat. Wij hebben bij de bespreking van het statuut op minder dan de helft van de artikelen amendementen ingediend. Wat zullen echter de volgende stappen inhouden? Een hele reeks koninklijke en ministeriële besluiten zal de uitholling van de grondwettelijke bevoegdheid van de wetgevende macht op het gebied van rechten en

plichten van militairen tot een feit maken. Voor deze uitholling zijn de syndicale en democratische krachten in het leger bevreesd. Dit gebeurt uitgerekend onder impuls van de minister die behoort tot een partij die ooit antimilitarisme en syndicalisme hoog in haar vaandel droeg!

Arme wetgevende macht, die op persconferenties spreekt over amendementen die zullen worden ingediend, maar die amendementen tijdens de commissiebesprekingen intrekt onder het prevelen van akten van hoop en geloof in de beloften van de minister. Arm debat, waarin men de minister vooraf een ja-stem belooft, om dan een hele reeks kritieken op het ontwerp te formuleren. Arm kamerlid, dat in de pers de ene stoere verklaring na de andere aflegde en de minister zelfs als een ramp voor het leger bestempelde, maar tijdens de ééndagsvergadering van de kamercommissie het ontwerp, zonder één amendement te handhaven, goedkeurde en zich liet sussen met de belofte dat men later zijn voorstellen zou bekijken. Niet alleen de lichter 1990, maar de hele jeugd van dit land werd toen voor schut gezet. Men beloofde een hoorzitting op donderdag, maar dinsdagavond was het geheel afgehandeld... Ik schaam mij diep over de manier waarop de wetgevende macht, op aandringen van de minister, de jeugdraden, die een officieel adviesrecht hebben, heeft behandeld.

Ik zou leedvermaak kunnen hebben over de manier waarop de traditionele en regeringspartijen eens te meer hebben bewezen op welk niveau ze canapé-politiek bedrijven, los van de verzuchtingen van de mensen buiten, los van de Natie, waarvan wij worden geacht de vertegenwoordigers te zijn.

Ik zou tevens kunnen verwijzen naar geachte parlementsleden die hun zelfkennis ten toon spreiden in boeken of persartikelen, waarin ze zeggen dat het Parlement dood is en dat de parlementsleden kunnen vergeleken worden met nijlpaarden of met robotten die gedwee hun partijconsignes volgen. Ik wil dat echter niet doen, daarom heb ik ook geen namen genoemd. Ik zou dan liever uitkijken naar een bezigheid die minder frustrerend is en meer voldoening schenkt.

De manier waarop we het contingent als een formalisme en zonder veel inspiratie hebben behandeld is weer eens een voorbeeld van hoe weinig oog we hebben voor wat er rondom ons gebeurt.

Waarom hebben de ontwikkelingen, vooral op het vlak van de Oost-Westverhoudingen geen weerslag op Landsverdediging?

In het verleden was internationale spanning of ontspanning voelbaar, onder meer in de lengte van de dienstplicht. Wij vragen dan ook dat wij als klein land betekenisvolle maatregelen zouden nemen inzake de vermindering van de inspanningen voor de defensie. De middelen die vrij komen, kunnen worden aangewend voor de verbetering van het statuut van de militairen, zowel van de dienstplichtigen als van de beroepsmilitairen en voor het omsmeden van onze zwaarden tot ploegen voor onze bureaus in het Oosten en voor onze bureaus in het Zuiden.

De kennis en de opleiding van onze militairen laat toe hen hiervoor vrij efficiënt te gebruiken. Dit gebeurt immers op het ogenblik in de DDR. Vorige week bezocht een delegatie medici tegen de kernwapens uit de DDR het Belgisch Parlement. Zij gaven voorbeelden van hoe militairen in de DDR voor burgerlijke projecten worden ingezet.

Minister Tobback acht zelfs een halvering van onze krijgsmacht mogelijk tussen dit en tien jaar.

De Amerikaanse staatssecretaris voor Defensie spreekt van een vermindering met 10 pct. van de Amerikaanse strijdkrachten.

Het amendement dat wij in die zin indienden, werd echter door de minister van Defensie afgedaan als demagogie.

Tijdens het internationaal jaar van de jeugd was er een voorstel om, in het kader van de vertrouwenwekkende maatregelen van de Helsinki-akkoorden, dienstplichtigen uit te wisselen tussen België en de Oostbloklanden.

De minister van Buitenlandse Zaken was het daarmee eens, de minister van Landsverdediging niet. Dit is jammer, want er was toen al een akkoord met Roemenië.

Ik wil vandaag zeker niet in de eerste plaats aan Roemenië denken. Bij het bezoek van de minister van Defensie aan Hongarije werden er uitwisselingsakkoorden gesloten, onder meer van muziekkapellen, voor zolang we die nog zullen hebben.

De maatregelen waardoor toenadering, vrede en wederzijds begrip elementen worden van het dagelijks leven van de bevolking zijn zeer belangrijk. Daarom pleit ik opnieuw voor de uitwisseling van jongeren en ook van dienstplichtigen die ter plekke worden opgenomen in de samenleving van het gastland. Dit kan voor Hongarije, maar het kan ook door de minister worden aangekaart in Praag, wanneer hij binnenkort naar Tsjecho-Slowakije gaat.

De chef van de generale staf, luitenant-generaal Charlier, zei in dit verband op 29 november jongstleden, op het Internationaal Seminarie over de Europese veiligheid, dat zulke uitwisselingen meer op politieke afspraken zouden moeten worden gebaseerd.

Voor vele jongeren, die straks deel zullen uitmaken van de lichter 1990 is de democratische opstand in de Oostbloklanden en de beelden die hierover op het televisiescherm verschijnen, wellicht het eerste bezinningsmoment over wat democratie werkelijk betekent.

Met het huidige «softenonstatuutje» hebben we een unieke kans laten voorbijgaan om onze dienstplichtigen enkele rechten, zoals de vrijheid van vereniging, te geven die ook hun collega's in het Oostblok zo na aan het hart liggen.

Bij herhaling heb ik reeds gezegd dat wij de democratie belijden met onze tong, maar niet met ons hart of met ons verstand. Luitenant-generaal Charlier viel op de academische zitting van de Vereniging van officieren in actieve dienst op 10 november in Evere mijn standpunt bij dat het verenigingsrecht een kanaal schept langswaart een dialoog mogelijk wordt. Hij sprak over een bevoorrecht doorgeefluik tussen de basis en de top. Verder legde hij sterk de nadruk op de communicatie als remedie voor heel wat zaken die scheef gaan. Communicatie betekent zijn projecten meedelen, overleg plegen, luisteren naar suggesties, de deugdelijkheid van ontvangen adviezen erkennen, barrières neerhalen, soldaten serieus nemen en erkennen als partners, als medewerkers bij het volbrengen van onze opdrachten.

Ook op de vorige dag van de landmacht pleitte luitenant-generaal Berhin voor een reële dialoog tussen alle categorieën van het personeel.

Ik zegde reeds verscheidene keren dat het verenigingsrecht niet alleen een fundamenteel recht is, maar ook een voorwaarde voor een democratische controle op het wezen en het gebruik van ons leger.

U zal natuurlijk antwoorden, mijnheer de minister, dat hierin allemaal voorzien is; natuurlijk, maar op uw voorwaarden. Wat de Commissie van advies voor dienstplichtigen gaat worden, dat weten we niet. Wel signaleert men mij hoe de zogenaamde onafhankelijke verhaaldienst voor dienstplichtigen er zal uitzien. Alle twaalf functies — van directeur tot chauffeur — zijn reeds opgevuld en netjes partijpolitiek verdeeld. De voorzitter wordt uiteraard door de PS aangewezen, maar de kandidaat, kolonel Delhaye, zal later worden opgevolgd door een CVP'er en daarna door een SP'er. En voor de onderdirecteurs mogen de CVP, de VU en de PSC iemand aanwijzen. Als ik vroeger de politisering in leger en rijkswacht aanklaagde dan vond u dat belachelijk.

M. Coëme, ministre de la Défense nationale. — Monsieur Janzegers, puis-je vous demander de me remettre vos documents? Vous en savez manifestement plus que moi à ce sujet! Je tiens toutefois à préciser dès à présent que ce que vous avez déclaré à la tribune est totalement faux.

De heer Janzegers. — Dan zullen mijn bronnen mogelijk verkeerd zijn, mijnheer de minister, ik kan echter zeer moeilijk die bronnen bekendmaken. In ieder geval beantwoordt die verhaaldienst zeker niet aan de eisen die het Jeugdwerk heeft gesteld.

Bij de bespreking van het statuut verwees ik ook naar de oprichting in de Sovjetunie van een soldatenvakbond onder

impuls van de helaas te vroeg overleden Andrej Sacharov en andere progressieve burgers en militairen. Zij kozen als erevoorzitter de zo pas in ere herstelde generaal Tschapotschnikow, die in 1962 geweigerd had om met zijn pantsers stakende arbeiders in Nowotscherkask overhoop te rijden. En dan ligt de vergelijking met wat gisteren in China en vandaag in Roemenië gebeurt, voor de hand. Die vakbond, « Schild », vraagt de verkorting van de legerdienst tot zes maanden, verbod om het leger in het buitenland in te zetten, verbod om het leger tegen het eigen volk in te zetten, evenals een loon, een betere verlofregeling, betere regeling van de arbeidstijd, enzovoorts. De vergelijking met de eisen van onze dienstplichtigenorganisaties ligt voor de hand. U hebt het afgedaan met de beloften dat we spoedig ook op dat terrein de Sovjetunie zullen voorbijsteken.

Wij, westerlingen, hebben natuurlijk altijd heel graag de pedante en betweterige schoolmeester willen spelen inzake mensenrechten tegenover de achterlijke oostblokkers, die wij indertijd met een *cordon sanitaire* hebben willen afsluiten van de beschaafde wereld.

De feiten draaien er weer op uit dat de lichte 1990 het zal moeten hebben van een partijpolitiek gekleurde strik rond een lege doos: het beloofde volwaardig statuut werd een eerste stap die zich vastklampt aan enkele spectaculaire maatregelen, zoals 2 dagen verlof per maand. Hierbij wil ik toch signaleren dat andere beroepsmilitairen tot 60 verlofdagen per jaar hebben.

Wat de nieuwe verlofregeling betekent aan inleveren van verlofdagen ondervinden nu al de dienstplichtigen in de BSD. Van de vele illusies in verband met de beloofde « coëlestroika » zal er jammer genoeg niet veel in huis « coëmen ».

Mijnheer de minister, ik vrees, maar hoop toch dat het niet het geval zal zijn, dat ook uw opvolger eens zal kunnen zeggen wat u op 17 maart in een interview met *La Dernière Heure* verklaarde: « Ce n'est pas la première fois qu'on parle de protéger les miliciens, de valoriser le service militaire et, jamais, ils n'ont rien vu venir de solide, de concret. » Uw opvolger kan het dan weer hebben over een « volwaardig statuut ».

Wij, groenen, hebben dan ook geen reden om dit wetsontwerp goed te keuren. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Coëme, ministre.

M. Coëme, ministre de la Défense nationale. — Monsieur le Président, l'intervention de M. Jangezgers a le mérite d'exister. Toutefois, comme elle porte essentiellement sur le statut du milicien, je n'y répondrai pas car le débat a déjà eu lieu ici et il est en cours aujourd'hui à la Chambre. J'espère qu'au bénéfice des miliciens, ce statut qui sera, n'en doutez pas, un véritable statut, pourra être d'application au premier janvier.

Certains ont tenté, l'année dernière et au début de cette année, d'améliorer le statut des objecteurs de conscience et ont dénoncé l'absence de statut pour les miliciens. Je les invite, à partir du premier janvier, à examiner le statut des objecteurs de conscience et à le comparer à celui des miliciens. Tous les partisans de ce dernier statut n'auront pas à rougir des dispositions qu'il contient.

Cela dit, tout est perfectible et nous ne manquerons pas, à l'avenir, de faire évoluer la situation dans toute la mesure du possible.

Pour le reste, je ne puis accepter les propos de M. Van Dienderen au sujet de services que nous comptons créer l'année prochaine et où déjà il y aurait eu une répartition politique de postes entre les partis de la majorité. L'idée ne nous a jamais effleurés. Pas une parole n'a été échangée dans ce sens, il n'existe même pas une intention. Comprenez donc, monsieur Jangezgers, ma réaction tout à l'heure, en entendant vos déclarations à cette tribune.

Je puis difficilement accepter des propos selon lesquels la Belgique ne fait rien alors qu'il se passe tant de choses à l'Est. Effectivement, des changements extraordinaires tout à fait favo-

rables, que nous approuvons, interviennent à l'Est. Mais la Belgique ne reste pas inactive, elle déploie une intense activité diplomatique. Au niveau militaire, le gouvernement s'est opposé l'année dernière au processus de modernisation des armes nucléaires à courte portée. C'est le gouvernement belge qui a tiré la sonnette d'alarme. Si le sommet de l'OTAN a pu, au mois de mai dernier, dans le prolongement des négociations de Vienne sur les armes conventionnelles décider de revoir la situation en 1992, c'est grâce à la Belgique, détonateur d'un enjeu considérable.

Le plan du général Charlier, je le rappelle, s'est déjà révélé un précurseur de la détente. Nous avons toujours été partisans de la solidarité au sein de l'Alliance. Nous avons aussi voulu revoir nos moyens budgétaires, réalité budgétaire que personne ne peut contester. Nous faisons des efforts considérables pour réaliser des économies de fonctionnement. La consultation au sein de l'OTAN sur les mesures structurelles, prévues dans le plan arrêté par le gouvernement, vient de se terminer. Ce n'est pas par le fait du hasard que la flotte aérienne mise à la disposition de l'OTAN sera réduite de 24 appareils, et que nos différentes brigades seront restructurées. Des mesures importantes seront prises, après consultation, dans le cadre des accords de désarmement. C'est pourquoi je puis affirmer ici, sans crainte d'être démenti, que la Belgique a joué un rôle de précurseur. Les conclusions sont déjà traduites dans le projet de loi fixant pour 1990 le contingent de l'armée. C'est ainsi que nous retirons un certain nombre de miliciens des forces casernées en Allemagne et que depuis quatre ans, le nombre de volontaires de carrière est passé de 28 000 à 23 100.

Ces mesures concrétisent notre volonté de réaliser des économies à la Défense nationale, comme dans les autres départements, mais aussi de nous aligner progressivement dans l'esprit de détente et de désarmement.

J'ajouterai, pour terminer, que de toute façon les pas supplémentaires que nous aurons à franchir seront, bien entendu, dictés par la continuité, dans la détente et le désarmement, mais également dans le souci de la stabilité à assurer en Europe de l'Est et en Europe centrale.

Aujourd'hui, dans l'euphorie, on considère généralement que les événements sont irréversibles. Je suis de plus en plus tenté d'emboîter le pas. Cependant, je vous rends attentifs à ce qui se passe pour l'instant en Transylvanie, où une minorité essentiellement hongroise, mais aussi partiellement allemande, est sous le joug de Ceaucescu! Pensez à tous ces facteurs d'instabilité en Europe centrale et vous considérerez certainement, avec moi, que la stabilité de cette partie de l'Europe est la clef du désarmement et de la détente de demain. Nous devons être extrêmement vigilants à cet égard, hormis la réserve que la Belgique continuera à jouer son rôle de précurseur en matière de détente et de désarmement, dans l'établissement de la paix et en concertation avec ses alliés. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jangezgers.

De heer Jangezgers. — Mijnheer de Voorzitter, ik wilde vandaag natuurlijk geen debat over Landsverdediging aangaan. Het spreekt vanzelf dat ik mij beperkt heb tot het legercontingent. Ik pleitte er bij deze gelegenheid wel voor dat de ontspanning die we vandaag meemaken en de nieuwe uitwisselingen en contacten tussen Oost en West ook de gewone dienstplichtigen ten goede komen. Ik besef wel dat bij de discussie daaromtrent andere aspecten komen kijken, bijvoorbeeld een in sommige kringen voor mogelijk geacht conflict tussen Hongarije en Roemenië en de destabiliserende gevolgen daaraan verbonden.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Artikel één luidt:

Artikel 1. De legersterkte voor het jaar 1990 wordt vastgesteld op ten hoogste 99 093 militairen.

Article 1^{er}. Le contingent de l'armée 1990 est fixé à 99 093 militaires au maximum.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Tot de in 1990 op te roepen dienstplichtigen behoren:

1^o De dienstplichtigen van de klasse 1990;

2^o De dienstplichtigen die behoren tot het contingent van een vroegere klasse dan 1990 en die, hoewel zij verder deel uitmaken van het contingent van hun klasse, nog niet werden opgeroepen om hun werkelijke diensttermijn te vervullen.

Art. 2. Les miliciens à appeler en 1990, comprennent:

1^o Les miliciens de la classe de 1990;

2^o Les miliciens qui font partie d'un contingent à lever d'une classe antérieure à celle de 1990, et qui, tout en continuant à faire partie du contingent à lever de leur classe, n'ont pas encore été appelés pour accomplir leur terme de service actif.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1990.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

VOORSTEL VAN WET TOT OPHEFFING VAN ARTIKEL 357 VAN HET WETBOEK VAN DE INKOMSTENBELASTINGEN

Algemene beraadslaging

Terugverwijzing naar de commissie

PROPOSITION DE LOI ABROGEANT L'ARTICLE 357 DU CODE DES IMPÔTS SUR LES REVENUS

Discussion générale

Renvoi en commission

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het voorstel van wet tot opheffing van artikel 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Nous abordons l'examen de la proposition de loi abrogeant l'article 357 du Code des impôts sur les revenus.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Aerts, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, het voorstel van wet dat wij thans bespreken, werd ingediend door collega Cardoen. Artikel 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalt dat op de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting door de Staat 3 pct. wordt ingehouden voor bestuurskosten. In 1988 ging het om een bedrag van

1,2 miljard frank. Deze vergoeding is volgens de indiener zeer onbillijk omdat de Staat van zijn kant nagenoeg geen vergoeding toekent voor de steeds toenemende prestaties die voor zijn rekening door de gemeenten worden uitgevoerd. Uit billijkheids-overwegingen wil de indiener artikel 357 dus afschaffen zien. Hij stelt die afschaffing voor in afwachting van een algemene regeling voor de vergoeding van lasten gedragen door een bestuur ten bate van een ander bestuur.

In de commissie werd de vraag gesteld waarom er tot nu toe geen wetsvoorstel werd ingediend om de Staat ertoe te verplichten de gemeenten te vergoeden voor de taken die zij voor hem verrichten. De indiener van het voorstel antwoordde hierop dat er wel zo'n voorstellen in het verleden werden ingediend, maar dat ze in het Parlement nooit voldoende steun hebben gekregen.

Het voorstel van collega Cardoen heeft zowel voor- als tegenstanders. De voorstanders van de stelling van de heer Cardoen verklaarden dat de doorbetaling van de aanvullende belasting met grote vertraging gebeurt waardoor gemeenten ertoe worden verplicht tegen zeer ongunstige voorwaarden kaskredieten op te nemen.

Een ander argument ten gunste van het voorstel hield verband met de dotatie van het Gemeentefonds. Sinds jaren worden de koninklijke besluiten die de globale dotatie beschrijven, niet toegepast zodat voor de jaren 1987 en 1988 een achterstal van ongeveer 7 miljard frank bestaat. Met de financieringswet wordt over het verleden de spons geveegd. De achterstallige bedragen zullen dus nooit worden uitbetaald. In dat perspectief is de afschaffing van 3 pct. meer dan verantwoord.

De tegenstanders van het voorstel zeggen dat de huidige regeling billijk is op voorwaarde dat de gemeenten op een correcte service kunnen rekenen.

Anderzijds werd aangestipt dat de Staat heel wat doet voor de gemeenten. Men citeerde onder meer de taken die de rijkswacht vervult ter ontlasting van de gemeentepolitie en de wetgeving op de economische expansie.

De regering vroeg de verwerping van het voorstel. Mijn verslag vermeldt daarvoor drie redenen: ten eerste, omdat de vergoeding voor het werk van de administratie ten behoeve van de gemeenten niet overdreven is; ten tweede, omdat de doorstorting van de voor rekening van de gemeenten geïnde belastingen gebeurt vóór het einde van de maand die volgt op de maand van de werkelijke inning; ten derde, omdat in de huidige omstandigheden een verzwaring van de begroting zeker niet opportuun is.

Na de discussie, die twee vergaderingen in beslag nam, werd het geamendeerde voorstel van wet aangenomen met 8 tegen 5 stemmen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, j'ai écouté le rapport de M. Aerts avec beaucoup d'attention. Après l'audition de cet exposé, le gouvernement est encore plus déterminé à demander le report du vote de cette proposition.

La problématique soulevée par la proposition de M. Cardoen mérite incontestablement réflexion. L'auteur de la proposition estime lui-même que cette problématique du remboursement des charges supportées par une administration pour une autre, doit être examinée de manière globale.

Le gouvernement propose précisément de réexaminer cette problématique d'une manière globale. Le terme « globalité » recouvre au moins deux aspects. Le premier implique la prise en compte de la totalité des impôts prélevés par l'Etat au profit des communes. Or, vous n'ignorez pas que seule la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait l'objet d'une retenue de 3 p.c. à titre de frais d'administration.

Cette retenue sert également à compenser les frais encourus par l'Etat pour la perception d'autres impôts communaux. Si la retenue est ventilée sur la totalité des impôts perçus en faveur des communes, le pourcentage des frais d'administration relatifs à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques ne s'élève plus qu'à 1,47 p.c.

Je partage l'avis exprimé en commission par Mme le secrétaire d'Etat, à savoir que ce pourcentage est faible au regard du travail effectué par l'administration des contributions directes.

Le second élément de globalité est une nouveauté. Il s'agit de la restructuration, actuellement en cours, des services de recouvrement. Cette restructuration est importante et ramènera le nombre de bureaux de recettes à 210. Ces bureaux seront mieux équipés, à la fois en personnel et en matériel informatique, le but est d'assurer une meilleure perception de l'impôt par un système de recouvrement plus automatisé.

De cette manière, nous espérons améliorer la productivité des services de recouvrement. Cet élément doit également être pris en compte pour apprécier si cette retenue de 3 p.c. est encore justifiée. Il est possible qu'après la mise en route de cette restructuration, le recouvrement coûte moins cher à l'Etat et, indirectement, aux communes.

La proposition de M. Cardoen doit donc être replacée dans ce contexte global. Pour les raisons que je viens d'exposer, je demande, au nom du gouvernement, que cette proposition ne soit pas votée actuellement.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cardoen.

De heer Cardoen. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb met veel belangstelling geluisterd naar de verklaringen van de minister en ik kan wel enigszins begrip opbrengen voor wat hij heeft gezegd.

Ik wil hier niet de discussie hernemen die verscheidene keren in de commissie werd aangevat over de inhoud van het voorstel. Ik wil er alleen de aandacht op vestigen dat ook door de gemeenten zeer veel diensten ten behoeve van de hele gemeenschap worden geleverd en dit op vraag van de nationale overheid en van de Gewesten.

De gemeentebesturen krijgen daarvoor geen enkele vergoeding in om het even welke vorm.

Om te blijven bij de materies waarvoor u en de staatssecretaris bevoegd zijn, wijs ik erop dat de gemeenten miljoenen te goed hebben omdat de inkohiering van de belastingen met enorm veel vertraging gebeurt. Indien het departement van Financiën een inspanning kon leveren om tijdig klaar te zijn met deze inkohieringen, dan zou dat al een compensatie zijn voor wat de gemeenten ten behoeve van de Staat moeten presteren. Dit moet toch mogelijk zijn nu de diensten van het ministerie van Financiën geïnformatiseerd zijn.

Voorts heb ik met belangstelling kennis genomen van uw voorstel en ik kan me daarbij aansluiten. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, hoewel de indiener van een voorstel niet meer meester is van zijn voorstel nadat het in de commissie werd behandeld, en het in de openbare vergadering wordt besproken, wil ik u, na ruggespraak met hem, vragen dat u morgen bij de stemmingen, aan de Senaat zou voorstellen het voorstel van wet terug te verwijzen naar de commissie voor verdere bespreking, zoals hier werd overeengekomen na de verklaring van de regering.

M. le Président. — La synthèse quant à la procédure à suivre, monsieur le ministre, me paraît correcte.

Je propose que la proposition soit renvoyée en commission où le débat sera élargi.

Ik stel voor het voorstel terug te verwijzen naar de commissie. (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Dan is hiertoe besloten.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 15 FEBRUARI 1961 HOUDENDE OPRICHTING VAN EEN LANDBOUWINVESTERINGSFONDS

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 15 FEVRIER 1961 PORTANT CREATION D'UN FONDS D'INVESTISSEMENT AGRICOLE

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds.

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Nevel, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verslag.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion générale est close.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. In artikel 8, tweede lid, van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, vervangen bij de wet van 10 juli 1986, wordt het bedrag «30 miljard frank» vervangen door het bedrag «33 miljard frank».

Article unique. A l'article 8, alinéa 2, de la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, remplacé par la loi du 10 juillet 1986, le montant «30 milliards de francs» est remplacé par le montant «33 milliards de francs».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET PERSONEEL VAN DE OVERHEIDSBESTUREN EN VAN SOMMIGE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI RELATIF AUX AGENTS DES ADMINISTRATIONS ET DE CERTAINS ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Discussion générale et vote d'articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan het ontwerp van wet betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

Nous abordons l'examen du projet de loi relatif aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Cardoen, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, tijdens de inleidende uiteenzetting in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden heeft de minister van Openbaar Ambt met betrekking tot dit ontwerp de doelstelling van het wetgevend initiatief toegelicht.

Hij wenst te komen tot een vereenvoudiging en uniformisering van de arbeidsstelsels in het Openbaar Ambt. De verschillende types van tewerkstelling worden teruggebracht tot twee stelsels, namelijk de statutairen en de contractuelen. De huidige toestand is vaak nadelig voor het personeelslid zelf — bijvoorbeeld onvoldoende waarborgen inzake sociale zekerheid — alsmede voor de minister van Openbaar Ambt, die wel wat moeite heeft om enige klaarheid in het beheer van het niet-statutair personeel te krijgen.

Met dit ontwerp wordt beoogd: ten eerste, de statutairen uitsluitend in te zetten om het hoofd te bieden aan de permanente behoeften; ten tweede, de contractuelen aan te stellen voor limitatieve en precieze behoeften, die in vele gevallen van korte duur kunnen zijn.

Het ontwerp voorziet ten laatste tegen einde 1991 in de invoering van een wettelijke prioriteit bij de aanwerving van een gedeelte van het niet-statutair personeel dat geslaagd is voor een vergelijkend wervingsexamen alsmede in de organisatie door het VWS gedurende deze periode, van een voldoende aantal examens voor de toegang tot de meest gebruikelijke graden.

De minister stipt aan dat hij met het ontwerp geen algemene regularisatiemaatregel beoogt, te vergelijken met die welke vroeger gebeurd zijn.

Om klaarblijkelijke sociale en functionele redenen voorziet het ontwerp ook, op het einde van de periode, in de oprichting van uitdovingskaders ten gunste van het niet-statutair personeel dat onder nog te bepalen voorwaarden in dienst mag worden gehouden.

Een ontwerp van wet betreffende de stage der jongeren zal na de overlegprocedure door de minister worden ingediend.

In zijn commentaar bij de artikelen stelt de minister van Openbaar Ambt dat de ministeries en de nationale instellingen van openbaar nut slechts contractuelen in dienst kunnen nemen voor de drie volgende taken: bijzondere en tijdelijke behoeften, zoals voor identiteitskaarten, bijkomende of specifieke taken, zoals voor schoonmaak en restaurant en vervangingen, zoals voor loopbaanonderbreking.

Wat de Gemeenschappen en de Gewesten betreft zullen de principes van het enig statuut worden opgenomen in het ontwerp van koninklijk besluit met betrekking tot de algemene principes van het bijzonder en geldelijk statuut.

Artikel 4 van onderhavig ontwerp geeft de Koning de bevoegdheid om de arbeidsvoorwaarden van de contractueel en de bijkomende of specifieke opdrachten te bepalen.

Hoofdstuk II concretiseert het geheel van de overgangsbepalingen betreffende de prioriteitsrechten om het niet-statutair personeel aan te werven en de rechten betreffende de oprichting van een uitdovingskader voor dit personeel.

Artikel 18 van het ontwerp bepaalt de oprichting van de uitdovingskaders voor de personen die niet geslaagd zijn in de georganiseerde vergelijkende wervingsexamens of die niet worden aangeworven ondanks hun slagen.

Het niet-statutair personeel dat een betrekking bekleedt op de personeelsformatie, wordt in dit kader in uitdoving behouden. Het niet-statutair personeel dat geen betrekking in dit kader bekleedt, zal in dienst kunnen worden gehouden na de overgangsperiode. Een koninklijk besluit zal worden uitgevaardigd. Personen, ouder dan 50 jaar, worden ambtshalve in dienst behouden.

De minister besluit zijn uiteenzetting met te stellen dat drie materiële verbeteringen dienen te worden aangebracht in artikel 7, tweede lid, van het ontwerp.

Er wordt vervolgens overgegaan tot de algemene bespreking. Diverse leden gaan akkoord met het ontwerp dat ertoe strekt de verscheidene vormen van tewerkstelling in het Openbaar Ambt te vereenvoudigen en te uniformiseren en zij verheugen zich erover een van de luiken van het akkoord van sociale programmatie 1987-1988 geconcretiseerd te zien.

Een aantal leden betreuren evenwel sommige tekortkomingen van het ontwerp: afwezigheid van een onderdeel vorming, een onderdeel bevordering, bepalingen met betrekking tot de oprichting van een categorie managers en met betrekking tot de responsabilisering van de hiërarchie, essentieel inzake het beheer van het personeel.

De minister heeft begrip voor deze opmerkingen.

Dit ontwerp is nog niet aan de Ministerraad voorgelegd; het zal gebeuren zodra de besprekingen betreffende de intersectoriële onderhandelingen die aan de gang zijn met het oog op een akkoord van sociale programmatie voor 1990, zullen zijn beëindigd. De minister wijst erop dat het ontwerp dient te worden geplaatst in een veel ruimer geheel.

Na door de Ministerraad te zijn bekrachtigd, zal het ontwerp worden besproken met de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten, op een interministeriële conferentie van de ministers van Openbaar Ambt, hoewel formeel een akkoord noch een eensluidend advies vereist is. De aard zelf van het besluit en de mogelijkheden van modernisering en herwaardering van het Openbaar Ambt die dit besluit kan vorderen, vereisen evenwel een politieke consensus die de formele vereisten van de wet overschrijdt. Van zodra deze consensus gerealiseerd is, zal over het ontwerp van besluit worden onderhandeld met de representatieve vakbondsorganisaties.

Het spreekt vanzelf dat de minister bereid is de inhoud van het besluit te bespreken in de commissie.

Van nu af kan men schematisch de inhoud van dit besluit beschrijven. Allereerst zal het elementen bevatten, die gemeenschappelijk zijn voor alle machten: — de sokkel van minimale rechten, die reeds het voorwerp is geweest van een protocolakkoord in gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten en die de materies bevat waarover in de toekomst intersectorieel zal worden onderhandeld; — de administratieve standen van de ambtenaren; — de tuchtregeling, met inbegrip van de rechten van beroep van de ambtenaren enzovoort.

Daarenboven zal het elementen van modernisering en herwaardering bevatten. De vier niveaus die we nu kennen zullen worden herzien, speciaal om er een specifieke loopbaan in te voegen voor de gegradueerden van het hoger onderwijs van het korte type. We zullen dit het niveau 2+ noemen. Objectieve criteria zullen ook gelden binnen de loopbanen. Nu treedt een ambtenaar immers in een loopbaan door het bezit van een diploma en door het slagen voor een vergelijkend wervingsexamen. Het verder verloop van zijn loopbaan hangt af, althans in niveau 1, van zijn anciënniteit en zijn politieke aanbevelingen.

Het past derhalve academische loopbanen te creëren in de vorm van gemeenschappelijke titels voor het geheel van de machten. Er zullen er 2 zijn in niveau 4, 2 in niveau 3, 2 in niveau 2, 3 in het verbeterde niveau 2 en 5 in niveau 1.

Deze titels zullen worden afgeleverd door een vast vormingssecretariaat, rekening houdend met de anciënniteit, de vorige ervaring en tests. Zij zullen een geldelijke valorisatie meebrengen en de bevorderingen vergemakkelijken.

In deze context zal een bijzondere inspanning worden gedaan ten voordele van de leidinggevende functies. Een verplichte vorming die zal worden bekrachtigd door de uitreiking van de titels burgerlijk administrateur en burgerlijk administrateur-generaal, zal worden ingevoerd. Op die manier zal de tot benoemen bevoegde overheid ertoe gehouden zijn de houder van deze titels te benoemen. Overigens zal een minimum aan mobiliteit tussen de houders van deze titels gewaarborgd zijn.

Sommige leden betreuren dat een statutaire stage wordt opgelegd aan niet-statutair personeel, terwijl dit personeel soms sinds vele jaren zijn beroepsgeschiktheid heeft kunnen bewijzen.

De minister antwoordt dat dit probleem moet worden gezien in het kader van de algemene principes. Op het ogenblik heeft de stage bijna geen selectie tot gevolg; de inspanningen die door sommige vormingsdirecteurs werden geleverd in sommige departementen om de stage wat te verrijken, leveren resultaten op, maar het past niettemin de stage fundamenteel te hervormen.

Het verwerven van de eerste titel in elk van de niveaus zal overigens worden onderworpen aan het verrichten van een zeer selectieve stage, van langere duur dan de huidige en bestaande uit algemene en bijzondere vormingen, zoals in de privé-sector. Het niet-statutair personeel zal deze vernieuwde stage moeten verrichten. Er is geen reden om dit personeel gunstiger te behandelen dan de kandidaten die van buiten de administratie komen.

Bovendien zal de verworven beroepservaring als niet-statutair personeelslid in aanmerking kunnen worden genomen voor het bekomen van latere titels.

Tenslotte moet de uitoefening van het prioriteitsrecht van het niet-statutair personeel dat geslaagd is voor een vergelijkend wervingsexamen worden gerelativeerd. Om het voordeel van hun bij het vergelijkend wervingsexamen bekomen rangschikking te behouden, zullen een aantal onder hen een nieuwe klassering in een ander bestuur moeten aanvaarden, zodat de verplichting tot de stage dan ook zinvol is.

Sommige leden wensen het aantal niet-statutaire personeelsleden te kennen, betrokken bij het ontwerp.

De minister antwoordt dat men dit aantal kan schatten op ongeveer 6000 eenheden in de ministeries. Een meer precieze tabel zal worden opgemaakt en als bijlage bij dit verslag worden gevoegd.

Een aantal leden meenden dat het oudere niet-statutair personeel moeilijkheden zal ondervinden om te slagen voor het vergelijkend wervingsexamen dat betrekking heeft op schoolse kennis en vragen dat het programma ervan aangepast wordt aan de verworven ervaring. De minister antwoordt dat het geheel van de programma's van de vergelijkende wervingsexamens moet worden herzien om ze meer beroepsgericht te maken. Hij herinnert eraan dat het ontwerp van wet geen regularisatiemaatregel inhoudt.

Verscheidene leden maken zich ongerust over het feit dat het ontwerp van wet aan de Koning de macht geeft om de modaliteiten van indienstneming van de contractuelen te bepalen en om de bijkomende of specifieke taken te definiëren. Ze vrezen dat de regering door een bredere definitie van dit begrip zal bijdragen tot de aangroei van het aantal contractuelen ten nadele van het statutair personeelsbestand.

De minister herinnert eraan dat de vermelde taken nu bepaald worden door de koninklijke besluiten van 7 maart 1974 en 1 maart 1976 en dat zij beperkt zijn tot zeer precieze activiteiten, zoals schoonmaak, mess, studentenjob gedurende de vakantie-maanden, seizoenpersoneel. Deze teksten zijn vatbaar voor verandering. De interministeriële conferentie van de ministers van Openbaar Ambt werd ermee belast na te denken over het actualiseren van de lijst.

Inzake de uitzonderlijke en tijdelijke behoeften, zal het feit dat de individuele contracten voor een bepaalde duur zullen worden gesloten, een hinderpaal vormen om terug te grijpen naar dit concept.

Sommige leden menen dat het op het einde van de overgangperiode zou passen niet alleen het oudere personeel in dienst te houden, zoals bepaald in het ontwerp, maar ook degenen die een bepaalde anciënniteit hebben, alsook de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen, die niet goed genoeg zijn gerangschikt om te hopen op een benoeming. Er zullen dienaangaande amendementen worden ingediend.

De minister antwoordt dat de regering op het einde van de overgangperiode zal overgaan tot een evaluatie van de toestand van al het niet-statutair personeel. De tekst van het ontwerp is

evenwel amendeerbaar, maar met inachtneming van de algemene basisfilosofie.

Sommige leden zijn ongerust omdat de wedde van het niet-universitair personeel, geslaagd voor een vergelijkend wervingsexamen, zou worden verminderd op het ogenblik van de benoeming. De minister antwoordt dat de regering zich verbonden heeft te onderhandelen met de representatieve vakorganisaties over de geldelijke valorisatie van 6 jaar anciënniteit als tewerkgestelde werkloze, naar analogie van het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen. Overigens herinnert hij eraan dat de beroepservaring kan worden gevaloriseerd voor het bekomen van sommige titels.

Een lid herinnert eraan dat de wervingsreserves slechts een geldigheidsduur van 2 jaar hebben en vraagt zich af of dit voldoende zal zijn. De minister antwoordt dat de regering op zijn voorstel een ontwerp van koninklijk besluit heeft goedgekeurd dat de geldigheidsduur op 4 jaar brengt.

Hetzelfde lid stelt de vraag of de rangschikkingsprocedure zonder politieke inmenging zal gebeuren. De minister herinnert aan de draagwijdte van de artikelen 11 tot 16 van het ontwerp en besluit eruit dat het ontworpen mechanisme elke inmenging van die aard uitsluit.

Zonder te raken aan de filosofie van dit ontwerp wenst een lid een afwijking voor het contractueel personeel van de Regie der Gebouwen.

De vertegenwoordiger van de staatssecretaris voor Openbare Werken en Institutionele Hervormingen antwoordt dat, in het kader van het ontwerp van programmawet dat op dit ogenblik besproken wordt in de Kamer van volksvertegenwoordigers, de regering geen enkele afwijking heeft aanvaard van het in onderzoek zijnde ontwerp van wet.

De minister van het Openbaar Ambt voegt eraan toe dat de regering geoordeeld heeft geen afwijking op het enig statuut te kunnen aanvaarden voor de personeelsleden van de Regie der Gebouwen.

Hij verklaart vervolgens dat het rijkspersoneel dat nog is gedetacheerd bij de provinciale besturen en afhangt van Binnenlandse Zaken, zal worden overgedragen naar de provincies en gefusioneerd met het provinciepersoneel.

Een lid roept het probleem op van de werving van de informatici naar aanleiding van artikel 8, paragraaf 1, van het koninklijk besluit nummer 56 van 16 juli 1982, gewijzigd door artikel 4 van het ontwerp. De minister antwoordt dat dit probleem zeer goed is gekend, maar dat het in deze materie niet mogelijk is een vergelijking te maken met de privé-sector, noch inzake bezoldiging, noch inzake de vastheid van betrekking. Overigens zal de oprichting van een verbeterd niveau 2 van aard zijn om de toestand van de gegradueerden in informatica te herwaarderen.

Een ander lid wenst de draagwijdte te kennen van het koninklijk besluit vermeld in het nieuwe artikel 8, paragraaf 3, van het koninklijk besluit nummer 56. De minister antwoordt dat deze wettelijke bepaling niet nieuw is en dat zij van toepassing is op parastatale instellingen, openbare ondernemingen of bijzondere opdrachten waarvoor een contractuele aanwerving is vereist, bijvoorbeeld de balletgroep van de Koninklijke Muntscouwburg.

Een amendement heeft tot doel artikel 7, tweede lid, op te heffen, met als verantwoording dat de autonomie van de Gemeenschappen en de Gewesten door de bepaling van dat artikel wordt aangetast.

De minister wijst erop dat die bepaling tot doel heeft aan de personen die in een nationale openbare dienst werken, maar in het kader van de staatshervorming overgeheveld worden naar een Gemeenschap, een Gewest of een instelling van openbaar nut die ervan afhangt, het in hoofdstuk II van het ontwerp bedoeld prioriteitsrecht op werving te waarborgen. Vermits artikel 9, eerste lid, van het ontwerp een anciënniteitsvoorwaarde bepaalt om dat recht te kunnen inroepen, past het de rechten te vrijwaren van de reeds overgeheveld of over te hevelen personeelsleden, die reeds tewerkgesteld werden tussen 1 januari 1989 en de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Het ontwerp van wet is het resultaat van een onderhandeling met de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten, die heeft geleid tot een unaniem akkoord. Volgens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1988, is het Vast Wervingssecretariaat een gemeenschappelijk orgaan voor alle overheden. Er wordt voorgesteld het te beheren op basis van een samenwerkingsakkoord. Het is derhalve technisch gemakkelijk de bepaling toe te passen van artikel 7, tweede lid, die geen inbreuk maakt op de prerogatieven van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Sommige leden stellen de vraag waarom de bepaling de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie aanhaalt en niet de Franse en Nederlandse gemeenschapscommissies. De minister antwoordt dat artikel 79, paragraaf 3, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen bepaalt dat het personeel van de ministeries die de gemeenschappelijke gemeenschapsmateries behandelen, overgeheveld wordt naar het verenigd college van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie. Daartegenover benoemt het college van de Franse gemeenschapscommissie en dit van de Nederlandse gemeenschapscommissie krachtens artikel 79, paragraaf 1, de leden van die diensten en beschikt dus over eigen personeel.

Op basis van de gegeven uitleg wordt het amendement door de auteurs ingetrokken.

Een lid vraagt of het niet past een prioriteitsrecht tot werving in te voeren voor het in disponibiliteit gesteld personeel van de in moeilijkheden verkerende steden en gemeenten.

De minister herinnert eraan dat deze materie onder de gemeentelijke autonomie valt en dat het overigens past niet vooruit te lopen op de aanbevelingen die de Gewesten dienaangaande kunnen doen.

Een ander lid vraagt in dezelfde context of de materie van het ontwerp onder artikel 145 van de gemeentewet valt. De minister antwoordt negatief.

Sommige leden dienen amendementen in aangaande artikel 18, paragraaf 6, van het ontwerp. Deze amendementen zijn ingegeven door de bij algemene bespreking van het ontwerp reeds uitgedrukte bekommerning de personeelsleden in dienst te houden die 5 jaar anciënniteit en dus ook ervaring hebben — amendement A — evenals die welke de inspanning om te slagen voor een vergelijkend wervingsexamen hebben gedaan, maar niet konden worden aangeworven, bijvoorbeeld bij gebrek aan openstaande betrekkingen — amendement B.

De minister verklaart amendement A niet te kunnen aanvaarden, want het kadert niet in de algemene filosofie van het ontwerp en heeft niet de goedkeuring weggedragen van de regering; daarentegen kadert amendement B wel in de algemene filosofie van het ontwerp en kan worden aanvaard.

Tot slot werd het verbeterd en geamendeerd wetsontwerp met eenparigheid door de 13 aanwezige leden aangenomen.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil van deze gelegenheid gebruik maken om een aantal persoonlijke beschouwingen te maken bij het wetsontwerp.

Het Openbaar Ambt bevindt zich ongetwijfeld in een belangrijke scharnierperiode.

Wijzigende omgevingsfactoren veranderen de rol en de werkingsvoorwaarden van de openbare sector.

Verschuivingen tekenen zich af binnen de personeelsstructuur en ombuigingen op de arbeidsmarkt hebben implicaties voor de overheid als werkgever.

De staatshervorming herkent het uitzicht van de openbare sector door nieuwe overdrachten van personeelsleden aan Gemeenschappen en Gewesten en de geplande principiële autonomie van de Executieven inzake het statuut van hun personeel.

Die mutaties krijgen vorm precies op een ogenblik dat eenieder doordrongen is van de overtuiging dat werk moet worden gemaakt van een werkelijke modernisering van de openbare sector.

De zorg voor goed werkende overheidsdiensten overstijgt de openbare sector als zodanig. Dit komt niet alleen tot uiting in de globale problematiek van de openbare financiën.

Gezien de verwevenheid tussen de openbare en de bedrijfssector, vormen degelijk functionerende openbare diensten een bijdrage tot de ontwikkeling van 's lands economie. Aanpassingen aan de werking van de overheidsdiensten zijn ook nodig wil de overheid kunnen inspelen op het groeiend belang van de dienstensector en de quaire sector. Degelijk werkende overheidsinstellingen vormen bovendien een *conditio sine qua non* voor behoorlijke beleidsvoorbereiding en -uitvoering. De openbare diensten moeten geloofwaardig overkomen bij de burger; ze staan ten dienste van de burger.

De modernisering van de openbare diensten kan niet van vandaag op morgen worden bereikt, doch impliceert een werk van lange adem. Het opkrikken van de kwaliteit van de werking der overheidsdiensten in al haar deelaspecten en van de dienstverlening aan de burger, vereist een rozet van initiatieven, die inspelen op het omschakelen van de bureaucratie mentaliteit naar een meer dynamische aanpak, gebaseerd op de verantwoordelijkheid van de overheidsdiensten en hun personeel, op de technische werkmogelijkheden van de openbare diensten, op de vereenvoudiging van de reglementering, op het statuut van het personeel, dat op een meer eigentijdse basis moet worden gestoeld en op een betere samenwerking onder de verscheidene openbare diensten.

Het wetsontwerp heeft zeker niet de ambitie al die aspecten te bestrijken. Niettemin kadert het gewis in de pogingen om voor het Openbaar Ambt nieuwe bakens uit te zetten die de modernisering van de openbare diensten als doel hebben.

Het gaat om het tweede wetgevend initiatief dat onder deze coalitie wordt genomen voor de recrutering van het overheidsperoneel. De programmawet van 30 december 1988 voorziet in ten eerste, een stelsel van de wervingsenvelopes, om de aanwervingen beter af te stemmen op de functionele noden van de diensten en zo het beheer van centrale administraties verantwoordelijk te maken voor het wervingsbeleid; ten tweede, de toepassing van het stelsel der gesubsidieerde contractuelen in de centrale administraties.

Het wetsontwerp met betrekking tot het zogenaamd eenheidsstatuut dat momenteel wordt besproken heeft eigenlijk een relatief eenvoudig doel. Het is niettemin van groot belang. Het bepaalt dat er bij het centraal openbaar ambt in de toekomst nog slechts twee categorieën van personeel zullen bestaan, namelijk statutaire en contractuele personeelsleden. Eerstgenoemden zullen worden aangewend om te voldoen aan de permanente personeelsbehoeften. Contractuelen zullen worden aangewend om bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen, om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften en om te voorzien in de vervanging van ambtenaren die hun ambt niet of slechts deeltijds waarnemen.

Die aanpak heeft een drievoudig voordeel:

1. Het juridisch kader van het personeelsbeheer wordt aanzienlijk vereenvoudigd. Het zal gedaan zijn met de plejade van specifieke regelingen voor tijdelijken, BTK'ers en TWW'ers al naar gelang zij worden aangewend ter vervanging van hetzij leden van de organieke personeelskaders, hetzij van personeel met loopbaanonderbreking, om definitief vacante betrekkingen te bezetten of om de organieke personeelsformaties extra aan te vullen;

2. Men heeft oog voor sociale bekommerningen. De juridische situatie van alle precair aangeworven personeelsleden zal gebaseerd zijn op de normale arbeidsrechtelijke regels;

3. De overgang van de huidige naar de nieuwe situatie gebeurt op een objectieve manier, want hij gaat gepaard met de organisatie van gewone wervingsexamens. Het wetsontwerp komt hiermee tegemoet aan het streven naar depolitisering van het Openbaar Ambt zoals ingeschreven zowel in de regeringsverklaring als in de programma's van de politieke partijen.

De consensus die over deze materie is bereikt, vormt ongetwijfeld een bijdrage in het debat over de uitwerking van het koninklijk besluit met betrekking tot de algemene principes voor

heel het Openbaar Ambt, zoals bepaald in de bijzondere wet op de hervorming der instellingen.

Mijnheer de minister, er is toch nog onduidelijkheid over artikel 7, tweede lid, inzake de overheveling van de rijksambtenaren naar instellingen die rechtstreeks afhangen van de Gemeenschappen en Gewesten. Misschien kan u ons ter zake toch nog enige verduidelijking geven, want voor mij blijft alles nogal vaag.

Om te besluiten vraag ik bijzonder de aandacht van de minister van het Openbaar Ambt voor het personeel van de Regie der Gebouwen. Deze vraag is trouwens aan bod gekomen bij de bespreking in de commissie.

Uit het kort historisch overzicht dat nu volgt, mag blijken hoe precair de situatie van het personeel van de Regie der Gebouwen is. De Regie der Gebouwen werd opgericht bij de wet van 1 april 1971 om de Staat de beschikking te geven van onroerende goederen die voor de werking van zijn diensten noodzakelijk waren en om een efficiënt beleid te voeren inzake rijksgebouwen.

Ten einde haar opdrachten te kunnen vervullen, heeft deze instelling van openbaar nut, geplaatst onder het beheer van de minister van Openbare Werken, tijdens de periode 1971-1973 contractuele personeelsleden aangeworven.

Momenteel zijn er ongeveer 130 contractuele personeelsleden in dienst. Ondanks vele beloften en tevergeefse inspanningen heeft niemand van hen gedurende zijn loopbaan een kans tot regularisatie van zijn contractuele toestand gekregen, dit in tegenstelling tot de contractuelen van andere ministeries of instellingen van openbaar nut. Zo was de Regie der Gebouwen, samen met het Wegenfonds dat later een nog betere regeling verkreeg, lang de enige instelling van openbaar nut waarop de regularisatiewet van 10 juli 1972 niet van toepassing was, aangezien er op dat ogenblik geen vaste personeelsformatie bestond.

Het ontbrak nochtans niet aan wetsvoorstellen om die toestand te verhelpen. Zo diende ik zelf op 15 februari 1983 als toenmalig lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers een voorstel in. Dit voorstel werd door de Kamer aangenomen, maar daar bleef het bij.

Enkele instellingen ressorterend onder het departement Openbare Werken kregen daarentegen zelfs een bijzondere regularisatie van hun contractuele personeelsleden. De personeelsleden van het Wegenfonds werden bij wet van 5 januari 1977 vastbenoemd, met behoud van hun anciënniteit en de daaraan verbonden rechten. Eenzelfde regeling werd getroffen voor de personeelsleden van de Intercommunale E 3, die overgeheveld werden naar het Wegenfonds. De toestand van het personeel verbonden aan de Gebouwenfondsen voor de rijkscholen werd geregulariseerd in 1983.

Op de vooravond van de regionalisatie van het ministerie van Openbare Werken durf ik aan de minister dan ook vragen de toestand van die personeelsleden, die zich gedurende een kleine 20 jaar met toewijding en bekwaamheid hebben ingespannen, te regulariseren. Het personeel van de Regie der Gebouwen voelt zijn precare situatie als sociaal en onrechtvaardig aan.

Ik reken erop dat de minister van Openbaar Ambt spoedig een oplossing zal voorstellen en in de uitvoeringsbesluiten van de wet oog zal hebben voor redelijkheid, billijkheid en rechtvaardigheid ten aanzien van de personeelsleden van de Regie der Gebouwen. Hopelijk krijg ik van de minister na dit zoveelste verzoek een positief antwoord. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhaute.

M. Vandenhaute. — Monsieur le Président, les lois institutionnelles d'août 1980 ont transformé la Belgique unitaire en Etat de type fédéral. Il s'agit d'une mutation fondamentale dont nos concitoyens apprennent, jour après jour, à découvrir tous les effets et toutes les conséquences.

Une chose n'a cependant pas changé: les pouvoirs publics, au sens le plus large du terme, sont toujours les premiers employeurs du pays quant au nombre de personnes occupées.

Or, la principale caractéristique de ce personnel public est d'être employé dans des cadres juridiques aussi variés que différents. On peut ainsi trouver au sein d'une même administration publique, voire au sein d'un même service, des agents statutaires nommés définitivement, des agents temporaires, des contractuels, des CMT, des CST, des stagiaires, etc.

Cette multiplicité de statuts juridiques du personnel public ne peut assurément être qu'une cause de désorganisation dans la manière de gérer le service public et une cause de démotivation dans le chef de certains travailleurs de la Fonction publique. Au bout du compte, c'est évidemment toujours le citoyen qui, en sa qualité de « consommateur obligé » des services publics, pâtit de ce double handicap, qui s'oppose à l'efficacité et au rendement que l'on est pourtant en droit d'attendre de la part de services qui, la plupart du temps, bénéficient d'une situation de monopole.

Je ne peux donc qu'applaudir à la naissance d'un projet destiné à simplifier et à uniformiser les régimes de travail dans la Fonction publique, afin d'optimiser son rendement et de lui rendre toute son efficacité. L'idée maîtresse du projet est d'instaurer le statut unique dans la Fonction publique, c'est-à-dire le principe selon lequel il n'y aura plus, à l'avenir, que des agents statutaires complétés, dans certains cas de besoins exceptionnels et temporaires, par des contractuels. J'applaudis à cette idée et surtout au fait que ce principe du statut unique sera également applicable au personnel des Communautés et des Régions, ce qui amènera enfin une réelle uniformisation du statut de la Fonction publique à tous les niveaux de pouvoirs.

Cependant, il importe de ne pas perdre de vue qu'une réforme organisationnelle n'a de sens que si elle rencontre les besoins de ceux qui participent à cette organisation: les fonctionnaires.

Est-ce bien le cas de votre projet, monsieur le ministre? Autrement dit, votre projet est-il susceptible de rétablir la motivation si nécessaire aux agents de la Fonction publique pour leur permettre, à leur tour, de restaurer leur image de marque auprès du public?

Vous m'objecterez certes que le présent projet n'a pas l'ambition de régler l'ensemble de la problématique du statut des fonctionnaires, mais simplement d'uniformiser, en réduisant leurs nombres, les régimes de travail existant dans la Fonction publique.

Pourtant, je note que votre projet aborde le problème du recrutement. Il le fait cependant sous l'angle de la priorité à accorder au personnel non statutaire en vue d'une nomination à titre définitif. Cette priorité sera liée à la réussite d'un concours dont je note avec satisfaction qu'il sera organisé par le Secrétariat permanent de recrutement. Cet organisme, indépendant de toute influence et dont l'impartialité est reconnue par tous, me semble, en effet, être le seul à offrir les garanties suffisantes d'objectivité, lors de la sélection et du recrutement des agents. C'est la raison pour laquelle j'aurais souhaité que le projet mentionne expressément que le recrutement futur de tous les membres de la Fonction publique, au niveau national certes, mais aussi aux niveaux communautaire et régional, soit confié aux soins exclusifs du SPR, confirmation législative qui aurait dû être d'autant plus facilement envisagée qu'il semble bien, à cet égard, exister un consensus entre les différents niveaux de pouvoirs.

Toujours à propos du recrutement, j'ajouterai que s'il est fort louable de veiller à ce que les agents non statutaires actuels puissent être nommés définitivement, de manière prioritaire, moyennant toutefois la réussite d'un concours, il eût été plus louable encore de s'assurer que ces agents puissent bénéficier d'une bonne préparation à ces concours. Nous n'avons ici, pour seule certitude, que les déclarations faites par le ministre, en commission, déclarations selon lesquelles la DGSF de son département serait chargée d'organiser des cours de préparation aux concours. Mais nous savons fort bien que certains services publics ne permettent pas à leurs agents de suivre les cours de la DGSF et qu'il existe ainsi une grande inégalité d'accès à ce système de formation.

Or, cette formation apparaît comme essentielle dans la mesure où le candidat ainsi préparé, grâce à la collaboration de son administration, retrouve une motivation dont il est certes le

premier bénéficiaire, mais dont les effets seront tout aussi bénéfiques sur le plan du service même, rendu au public. Cette égalité d'accès des agents à la formation de la DGSF et cette motivation des candidats auraient, me semble-t-il, mérité que soit expressément mentionné dans votre projet le principe d'accessibilité de ces cours de préparation à tous les agents des différents services publics.

Un souffle nouveau doit inspirer le statut des fonctionnaires. Supprimer des régimes de travail peu attrayants et peu motivants parce qu'ils sont précaires et ne laissent entrevoir que de trop rares perspectives d'avenir, est bien, mais insuffisant. Il faut que notre secteur public puisse aborder le marché unique de 1993 avec un maximum d'atouts, car il est inconcevable — et d'ailleurs impossible — de dissocier, en termes de rentabilité et d'efficacité, le secteur public et le secteur privé, et vous y avez d'ailleurs fait largement allusion lors de nos débats en commission.

Nos entreprises ne pourront atteindre une compétitivité économique et sociale optimale que si elles peuvent s'appuyer sur l'intendance d'une administration elle aussi parfaitement rodée et efficace. Nous devons donc être conscients que les responsables de nos services publics doivent, dès aujourd'hui, s'orienter vers une gestion de type « managériel » et que se pose ainsi le problème d'une formation spécifique de haut niveau pour nos cadres administratifs, par le biais d'un enseignement supérieur approprié, dispensé par un institut de management public. La position du PRL est claire à cet égard puisque nous préconisons ouvertement la création d'un Institut interuniversitaire de formation administrative.

Ainsi, vous le voyez, monsieur le ministre, si je puis être parfaitement d'accord sur les objectifs du projet, je ne puis m'empêcher de le considérer comme trop minimaliste. Vous me renverrez certes à l'arrêté royal qui devra être pris en vertu de l'article 87, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1988, et qui fixera les principes généraux du statut administratif et pécuniaire pour tous les agents des services publics. J'aurais préféré, pour ma part, que certains de ces principes, parce qu'ils sont essentiels, soient dès à présent coulés dans le moule d'un texte légal débattu de manière pluraliste au sein du Parlement. Je crains que vous n'ayez manqué d'ambition alors que c'est précisément de cela qu'a besoin notre Fonction publique.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de votre bonne attention et des réponses que vous voudrez me donner.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Loor.

De heer De Loor. — Mijnheer de Voorzitter, in het recente verleden hebben wij veel stelsels van tewerkstelling bij de overheid gekend, gaande van tewerkgestelde werklozen, BTK, DAC, tot stagiairs en sedert kort ook de gesubsidieerde contractuelen.

Al deze systemen kenden en kennen hun eigen specifieke voorwaarden om ervoor in aanmerking te komen. Men moet al erg ingewijd zijn om in al deze stelsels zijn weg nog te vinden. In elk geval, de gewone sterveling begrijpt er al lang niets meer van.

Het verheugt ons dat er eindelijk aan een harmonisering wordt gedacht en dat er voortaan nog slechts twee categorieën van overheidspersoneel zullen overblijven, namelijk de statutairen en de contractuelen.

Deze harmonisering kan in de eerste plaats zorgen voor een duidelijker inzicht in de tewerkstellingsstatuten en de contractuelen zullen voortaan beter worden beschermd. De vorige stelsels waren al te vaak de oorzaak van ontgoocheling en ontmoediging bij vele niet-statutairen, die, op het ogenblik dat zij werkloos werden, tot hun schade en schande moesten ervaren dat hun tewerkstelling, die zich soms over een lange periode uitstrekte, in het geheel niet in aanmerking werd genomen voor het vaststellen van hun werkloosheidsvergoeding. Ik bedoel hier uiteraard de arbeidsprestaties die werden verricht als tewerkgestelde werklozen.

Het is zeker positief dat in een overgangperiode en in uitdovingskaders wordt voorzien. Wij kunnen ons immers best voor-

stellen dat talrijke niet-statutaire personeelsleden, hoewel zij reeds vele dienstjaren achter de rug hebben, het bijzonder moeilijk zullen hebben te slagen voor de examens die door het Vast Wervingssecretariaat zullen worden georganiseerd, vooral als deze examens dezelfde zijn als die voor de aanwerving van statutaire personeelsleden.

Wij zijn dus voorstander van de organisatie van een beroepsexamen in plaats van het traditionele aanwervingsexamen. Wij zijn van mening dat een beroepsexamen moet volstaan om iemand die de school reeds lang heeft verlaten en die tot voldoening van zijn oversten zijn taak vervult, te benoemen tot statutair personeelslid.

Mijnheer de minister, niettegenstaande wij uw wetsontwerp toejuichen, alsmede het feit dat alweer een punt uit het regeerakkoord wordt gerealiseerd, hebben wij toch enkele opmerkingen en vragen.

Het niet-statutair personeel van de Regie der Gebouwen — in de commissie werd daarover gesproken, en ook de heer Cardoen heeft dit punt daarnet aangehaald — meent dat dit wetsontwerp geen oplossing biedt voor een toestand die sedert meer dan 20 jaar is scheefgegroeid. Zulks bleek ook duidelijk uit de uiteenzetting van de heer Cardoen. De leden van dit niet-statutair personeel vragen dan ook dat zij op gelijke voet zouden worden behandeld als de geregulariseerde personeelsleden van het departement van Openbare Werken, het Wegenfonds, de Intercommunale E3 en de Gebouwenfondsen.

Kan voor deze personeelsleden nog iets in die zin worden gedaan?

Mijnheer de minister, ik had ook graag vernomen op welke wijze en op welk tijdstip de thans in overheidsdienst tijdelijk tewerkgestelde personeelsleden en gesubsidieerde contractuelen het statuut zullen krijgen van contractuelen.

Mogen wij ervan uitgaan dat de contractuelen onder dezelfde tuchtmaatregelen zullen vallen als de statutairen?

Tenslotte wil ik nog een opmerking maken die niet rechtstreeks verband houdt met dit wetsontwerp, maar gelet op de dramatische situatie kunnen wij echter niet langer wachten om ze te formuleren.

Uit een recent rapport blijkt dat bij het ministerie van Financiën een leegloop van ambtenaren wordt vastgesteld, met het gevolg dat de controlewerkzaamheden niet meer op een normale wijze kunnen worden uitgeoefend. Dit is vanzelfsprekend zeer nadelig voor de Schatkist en tevens voor de gemeenten en de lagere besturen die te lang moeten wachten op hun inkomsten.

Mijnheer de minister, graag zouden wij vernemen wat u zal ondernemen om de leegloop bij het ministerie van Financiën tegen te gaan. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Langendries, ministre.

M. Langendries, ministre de la Fonction publique. — Monsieur le Président, je remercie le rapporteur de son excellent exposé ainsi que des considérations personnelles qu'il a émises dans le cadre de la politique de la Fonction publique. Je ne puis que marquer mon accord sur la plupart des remarques formulées par les autres orateurs à cette tribune.

On peut effectivement considérer que ce projet de loi est insuffisant par rapport à la politique générale qu'il faut mener au niveau de la Fonction publique. Toutefois, je dois m'en tenir aux termes de la loi et ce projet de statut unique constitue un instrument qui a un pouvoir de simplification et de restructuration pour l'ensemble de nos administrations, qu'elles relèvent de l'Etat, des Communautés, des Régions, voire des entreprises publiques.

En ce qui concerne les problèmes qualitatifs de la gestion de la Fonction publique, le législateur a, par majorité spéciale arrêté à l'article 87, paragraphe 4, de la loi du 8 août 1989 les dispositions visant à accorder « l'habilitation au Roi, pour prévoir des principes généraux applicables à l'ensemble du personnel de la Fonction publique ». C'est dans ce cadre que j'ai élaboré un arrêté royal des principes généraux, lequel sera déposé au début de l'année sur la table du Conseil des ministres.

En effet, l'accord intersectoriel avec une organisation représentative devrait se concrétiser à la fin de cet après-midi. Il me semblait qu'il s'agissait d'une condition *sine qua non* pour aborder de manière sereine et efficace la problématique d'ensemble de la qualité de nos services publics. Je n'en dirai pas plus à ce sujet. En effet, j'ai déjà promis tant à la commission du Sénat qu'à la commission de la Chambre d'organiser un grand débat sur cette matière, via l'arrêté royal des principes généraux.

En ce qui concerne le recrutement, le projet de loi prévoit que c'est effectivement — et exclusivement — via le SPR que les agents — statutaires et contractuels — seront engagés. Il s'agit là d'une disposition légale ancienne: la loi de 1973 en faisait déjà mention et la loi du 8 août 1980 précisait que le SPR devait constituer l'organe de recrutement pour l'ensemble de la Fonction publique. Tel est l'objectif visé: que le SPR devienne un organe commun, cogéré par l'ensemble des pouvoirs: Etat, Communautés, Régions.

M. De Loor s'est, par ailleurs, interrogé à propos du problème de recrutement au niveau du ministère des Finances. Ce dernier connaît, en effet, une situation très particulière et difficile quant à ses effectifs. En ce qui concerne les qualifications du personnel, le ministre des Finances a rédigé un premier rapport. Le gouvernement a décidé que les trois ministres concernés, à savoir le ministre des Finances, le ministre du Budget et le ministre de la Fonction publique, présenteraient un rapport complémentaire au Conseil des ministres en début d'année. Ils y proposeront un certain nombre de mesures destinées à résorber un retard important en matière de recrutement des effectifs du ministère des Finances, lequel fonctionne, surtout en ce qui concerne ses services décentralisés, avec 57 p.c. des effectifs de son cadre organique. Ce ministère comprend un grand nombre d'agents à statut précaire, directement concernés par le projet de loi à statut unique qui doit être voté.

Je le souligne, les mesures d'urgence à prendre par le gouvernement en ce qui concerne le ministère des Finances pourront être examinées dès le début de l'année prochaine.

Il est intéressant de noter que plus de 1 400 agents de niveau I et de niveau II quitteront le ministère des Finances à la suite d'une mise à la retraite normale, dans les cinq prochaines années, ce qui pose évidemment problème. Un effort devra donc être consenti en matière de recrutement et de formation d'un personnel qualifié.

J'aborde à présent le problème de la Régie des Bâtiments dont on parle depuis très longtemps. M. Cardoen connaît particulièrement bien ce problème pour l'avoir traité à la Chambre, voici sept ou huit ans.

Je rappellerai d'abord que la Régie des Bâtiments était dépourvue d'un cadre organique pour son personnel au moment où la dernière mesure générale de régularisation 1972 a été exécutée. Le cadre de la Régie a été fixé par un arrêté royal du 1^{er} décembre 1976. Il s'agissait d'un cadre d'extinction. En effet, d'une part, l'article 2, paragraphe 1^{er}, de cet arrêté disposait que «les emplois sont supprimés au fur et à mesure que la désignation du premier titulaire prend fin; d'autre part, l'arrêté cesse ses effets le 1^{er} janvier 1982.» Un nouveau cadre organique a été pris en 1986. Vous le voyez l'histoire est déjà longue.

La Régie a pu ainsi, sur base de la loi organique, engager du personnel de complément sous contrat. Toutefois, l'article 52 de la loi du 28 décembre 1973, relative aux propositions budgétaires 1973-1974, a supprimé cette faculté. Cela signifie que tous les recrutements effectués par la Régie doivent être conformes aux règles statutaires et que, depuis 1974, la Régie ne peut plus recruter de contractuels.

Diverses tentatives, diverses propositions de loi, pour régulariser les quelque 145 contractuels de la Régie ont échoué. Un dépôt de projet de loi du gouvernement a également échoué voici quelques années parce que le Conseil d'Etat a estimé inconstitutionnelle une régularisation qui porterait atteinte à l'égalité des Belges devant l'accès aux emplois publics.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

Le projet que je vous sou mets sur le statut unique prévoit aussi pour le personnel de la Régie des Bâtiments que, dorénavant, toute tâche permanente ne pourra être assumée que par du personnel statutaire et que les tâches pouvant être confiées aux contractuels sont limitativement énumérées dans trois catégories bien précises.

Ce projet prévoit également des mesures transitoires, notamment celles qui sont prévues à l'article 18, permettant, par la voie d'un arrêté royal, de déterminer la liste des personnes qui pourront être maintenues au-delà de la période transitoire de deux ans, donc du 31 décembre 1991. Cette mesure ne concerne pas les cas où les contractuels peuvent être légalement engagés, c'est-à-dire ceux qui ont plus de 50 ans et les lauréats du SPR. Pour les personnes qui ne répondent pas à l'une de ces deux conditions, il faudra, par la voie d'un arrêté royal, fixer des critères objectifs de sélection qui doivent aussi tenir compte de la continuité du service public. Ce sera le cas pour la Régie.

Dans ce contexte, le personnel de la Régie des Bâtiments devra être traité en toute équité. Je rencontre parfaitement M. De Loor lorsqu'il dit que, bien au-delà de simples examens de recrutement, une attention toute particulière devra être accordée à la capacité de concevoir des programmes de concours de recrutement beaucoup plus professionnels. En effet, il ne s'agit pas, dans notre système, de recruter de nouveaux agents commençant leur carrière administrative et dont il faut pouvoir déterminer si leurs connaissances générales sont suffisantes, mais bien d'agents dont certains sont en service depuis plusieurs années. Dès lors, les programmes de concours de recrutement pour ce personnel à statut précaire devront être réalisés et adaptés sous forme de concours professionnels.

Lorsque la période transitoire sera terminée et lors de l'établissement de l'arrêté royal déterminant les critères selon lesquels on gardera ou non les contractuels ne répondant pas à certaines conditions, j'accorderai une attention toute particulière pour la Régie des Bâtiments dont on parle depuis tant d'années.

De quelle manière et dans quel laps de temps, monsieur De Loor? J'envisage de pouvoir mettre en œuvre le statut unique, de manière définitive, sur deux années, à savoir 1990 et 1991.

Il faut savoir que nous donnerons aux administrations la possibilité, pendant ces deux années, de revoir les cadres de leurs services.

En cette matière, je pense que des choses essentielles sont à faire. Toute le monde sait qu'il y a des services qui, parfois, ne correspondent plus du tout aux besoins actuels et dans lesquels il y a pléthore de personnel, alors que d'autres, qui sont indispensables, manquent d'agents qualifiés.

Les deux années requises pour mettre en place le régime du statut unique doivent permettre aux chefs d'administrations et aux responsables politiques de revoir fondamentalement les cadres de leurs administrations, selon des procédures dont je veillerai à ce qu'elles soient plus rapides, et de transférer quelques agents qualifiés d'un service pléthorique dans un autre où le cadre est déficitaire.

M. De Loor a parlé des régimes disciplinaires. Ainsi que je l'ai déjà dit, je ne pense pas qu'il soit possible de prévoir le même régime disciplinaire pour le personnel contractuel et pour le personnel statutaire. Par définition, un contractuel est engagé pour un besoin exceptionnel et il aura un contrat à durée déterminée. Il ne peut donc être mis sur le même pied que le personnel définitif qui, lui, ne se voit privé de son emploi dans le service public que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Un contractuel qui ne donne pas satisfaction dans son emploi tombe sous un autre régime que le personnel définitif. Bien entendu, il existe des procédures de recours.

Pour les autres matières concernant les régimes disciplinaires, il est évident que l'on peut procéder à des comparaisons entre ces deux sortes de personnel.

Je signale à nouveau que je serai tout particulièrement attentif aux problèmes du personnel de la Régie des Bâtiments qui,

depuis de nombreuses années, préoccupent tout le monde. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Hooland.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, aangezien ik niet heb kunnen deelnemen aan de algemene bespreking, daar ik aanwezig diende te zijn in de commissie bij de bespreking van de begroting van de Eerste minister, die fundamenteel en uitgebreid was, wil ik graag, als u het mij toestaat, nu enkele opmerkingen maken in verband met het eenheidsstatuut en wat de minister van Openbaar Ambr daarover heeft gezegd.

Een eerste opmerking betreft de Regie der Gebouwen. Men wil hier overschakelen op statutair personeel. Ik meen echter dat het principe van het vast dienstverband moet worden herzien; *a fortiori* geldt dit ook voor de Regie der Gebouwen. Dit principe druist in tegen de filosofie van het beheer door middel van een regie.

Mijn tweede opmerking gaat over het Vast Wervingssecretariaat. Het blijkt de bedoeling te zijn het te laten functioneren zoals in het verleden. Aangezien het een zeer belangrijk instrument is in het personeelsbeleid van de overheid, moet toch eens duidelijk worden gezegd dat het VWS veel effectiever zou moeten kunnen werven. De problemen die vandaag rijzen in de overheidssector zijn voor een groot deel het gevolg van 50 jaar wervingsbeleid dat, hoewel onafhankelijk en gedepolitiseerd, toch niet altijd functioneel was, namelijk in het licht van de reële behoeften van de respectieve besturen en diensten. Indien er echt niets verandert aan dat beleid en men er niet in slaagt functieprofielen te maken als basis voor werving, vooral voor niveau 1, kan men het evengoed zonder Vast Wervingssecretariaat stellen.

Mijn derde opmerking betreft het ontwerp van wet zelf. Het ontwerp bevat zeer veel goede elementen en wij hebben dat ook in de commissie gezegd. Wij betreuren echter dat van deze gelegenheid niet voldoende gebruik werd gemaakt om een heel nieuwe visie inzake het personeelsbeleid te ontwikkelen. Daarna had men dan het eenheidsstatuut kunnen uitwerken. Nu werd een kans gemist om de aanzet te geven voor een responsabilisering van de hiërarchie en voor het beter functioneren van de hiërarchie. Alleen op die manier kan men komen tot een beter management in de overheidssector. Het grote probleem is niet het eenheidsstatuut, maar het management of beter het « mismanagement », in de openbare sector.

M. le Président. — La parole est à M. Langendries, ministre.

M. Langendries, ministre de la Fonction publique. — Monsieur le Président, j'ai déjà répondu que la Régie des Bâtiments était mise sur le même pied que les autres administrations. Toutefois, une attention particulière lui sera accordée à la fin de la période transitoire.

En ce qui concerne les autres mesures, je rappelle que, le 8 août 1988, et à la majorité spéciale, le législateur a habilité le Roi à fixer par arrêté royal les principes généraux. Je m'en tiens aux termes de la loi. Tous les problèmes que nous venons d'aborder seront traités en temps opportun. Le projet de loi qui nous occupe est le statut unique. Un arrêté royal traitera de cette matière.

Je viens de prendre un certain nombre d'arrêtés qui simplifient considérablement la tâche du Secrétariat permanent de recrutement. Les réserves de recrutement passent directement de deux à quatre ans. Ceci permettra la simplification du système. Par ailleurs, le secrétaire permanent peut, à présent, décider de supprimer le premier examen de niveau I — le fameux examen d'ordre général — et de le remplacer par un examen plus approprié à des fonctions spécifiques.

De plus, un certain nombre de formations complémentaires, qu'elles dépendent de l'Onem ou des classes moyennes, seront prises en compte pour le passage d'un examen de recrutement. Ces formations revêtent, en effet, une certaine importance.

Ces arrêtés, qui paraîtront bientôt au *Moniteur belge*, constituent un élément de simplification en matière de recrutement,

au niveau de la problématique du ministère des Finances, notamment. Cette dernière devra d'ailleurs être résolue dans un proche avenir.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

L'article premier est ainsi rédigé :

Chapitre I^{er}. — De la situation statutaire ou contractuelle des agents

Article 1^{er}. L'article 51, § 2, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifié par la loi du 2 juillet 1981, est complété par les alinéas suivants :

« Le présent paragraphe cesse d'être applicable aux administrations et autres services des ministères et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat qui sont visés par l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, à la date de l'abrogation des articles 161 à 171 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

Toutefois, dans les services publics visés à l'alinéa 5, l'effectif d'agents statutaires et contractuels ne peut dépasser celui prévu au cadre organique, sauf pour les stagiaires visés par le chapitre II de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes et pour des besoins et des tâches visés à l'article 8, § 2, a) et c), de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres détermine le nombre de personnes qui peuvent être occupées pour répondre aux besoins visés à l'article 8, § 2, a), précité ainsi que la durée de leur occupation. »

Hoofdstuk I. — De statutaire of contractuele positie van het personeel

Artikel 1. Artikel 51, § 2, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Deze paragraaf is niet meer van toepassing op de besturen en andere diensten van de ministeries noch op de instellingen van openbaar nut onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat en die bedoeld zijn in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 op de datum van de opheffing van de artikelen 161 tot 171 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid.

In de in het vijfde lid bedoelde overheidsdiensten mag het bestand van statutair en contractueel personeel het bestand waarin door de organieke formatie is voorzien echter niet overschrijden, behalve voor de stagiairs bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en voor behoeften en opdrachten bedoeld in artikel 8, § 2, a) en c), van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten.

Een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaalt het aantal personen dat kan worden tewerkgesteld om te voorzien in de behoeften bedoeld in het reeds vermelde artikel 8, § 2, a), en de duur van hun tewerkstelling. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. L'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, modifié par l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986, est abrogé.

Art. 2. Artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986, wordt opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Dans l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, modifié par la loi-programme du 30 décembre 1988, il est inséré un article 3, rédigé comme suit :

« Art. 3. Les articles 8 et suivants sont applicables aux administrations et autres services des ministères et aux organismes d'intérêt public visés aux articles 1^{er} et 2. »

Art. 3. In het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988, wordt een artikel 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3. De artikelen 8 en volgende zijn van toepassing op de besturen en andere diensten van de ministeries en op de instellingen van openbaar nut bedoeld in de artikelen 1 en 2. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. L'article 8 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. § 1^{er}. Nonobstant toute autre disposition, les recrutements sont effectués selon les règles prévues dans les statuts du personnel.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans les organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat et visés à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, il peut être procédé à l'engagement de personnes sous le régime du contrat de travail aux fins exclusives :

a) De répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

b) De remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères, et ce sans préjudice de la possibilité de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;

c) D'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Après négociation avec les organisations syndicales représentatives et sur proposition du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Roi détermine :

1° Les conditions et modalités de l'engagement des personnes sous contrat de travail dont question à l'alinéa 1^{er} et ce, dans le respect des dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

2° Les tâches auxiliaires ou spécifiques visées à l'alinéa 1^{er}, c.

Les arrêtés royaux visés à l'alinéa 2 sont applicables de plein droit, aux organismes d'intérêt public visés à l'alinéa 1^{er} sans qu'il faille solliciter, de leur part, les avis ou attendre les propositions, qui sont prescrits par les dispositions légales ou réglementaires.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, dans les organismes d'intérêt public auxquels s'appliquent l'article 1^{er} ou l'article 2 du présent arrêté mais qui ne sont pas visés au paragraphe 2, il peut être procédé à l'engagement de personnes sous le régime

du contrat de travail dans les cas et aux conditions que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition ou de l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, les recrutements d'agents définitifs exceptés. »

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 8. § 1. Niettegenstaande elke andere bepaling geschieden de aanwervingen volgens de in de personeelsstatuten gestelde regels.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kunnen in de besturen en andere diensten van de ministeries alsook in de instellingen van openbaar nut onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat en bedoeld in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, personen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen uitsluitend om :

a) Aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen; het betreft ofwel in de tijd beperkte acties ofwel een buitengewone toename van het werk;

b) Ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleeden, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries, onverminderd de mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;

c) Bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

Na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties en op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort bepaalt de Koning :

1° De voorwaarden en de wijze waarop personen met inachtneming van de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten in dienst worden genomen met een arbeidsovereenkomst als bedoeld in het eerste lid;

2° De in het eerste lid, c, bedoelde specifieke en bijkomende opdrachten.

De in het tweede lid bedoelde koninklijke besluiten vinden van rechtswege toepassing op de in het eerste lid bedoelde instellingen van openbaar nut, zonder dat het nodig is om de bij de wets- of verordeningbepalingen voorgeschreven adviezen of voorstellen van die instellingen te vragen of af te wachten.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 kunnen in de instellingen van openbaar nut waarop artikel 1 of 2 van dit besluit van toepassing is maar die niet in paragraaf 2 bedoeld zijn, personen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen in de gevallen en onder de voorwaarden die de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt op de voordracht of met het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, behalve voor de aanwervingen van vaste personeelsleden. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté est complété comme suit :

« Pour les contrats visés à l'article 8, § 2, le visa est apposé sur le projet de contrat. »

Art. 5. Artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Voor de overeenkomsten bedoeld in artikel 8, § 2, wordt het visum op de ontwerp-overeenkomst geplaatst. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Dans les articles 10, § 1^{er}, alinéa 3, et 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifiés par la loi-programme du 30 décembre 1988, les mots « chapitre III et les règles des statuts du personnel

auxquelles ce chapitre renvoie» sont remplacés par les mots «les dispositions du chapitre III, les arrêtés pris en exécution de celui-ci et les règles des statuts du personnel auxquelles ce chapitre renvoie».

Art. 6. In de artikelen 10, § 1, derde lid, en 12, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988, worden de woorden «hoofdstuk III en de regels van de personeelsstatuten waarnaar dat hoofdstuk verwijst» vervangen door de woorden «de bepalingen van hoofdstuk III, de besluiten vastgesteld ter uitvoering van dat hoofdstuk en de regels van de personeelsstatuten waarnaar dat hoofdstuk verwijst».

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 7 est ainsi rédigé:

Chapitre II. — Mesures transitoires

Art. 7. Le présent chapitre est applicable aux administrations et autres services des ministères ainsi qu'aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat, visés à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Sans préjudice des articles 8 et 9, ce chapitre est également applicable aux personnes qui ont été occupées pendant au moins une partie de la période comprise entre le 1^{er} janvier 1989 et la date d'entrée en vigueur de cette disposition, dans un organisme d'intérêt public visé par le premier alinéa, et qui, indépendamment de la date d'entrée en vigueur de cette disposition, sont transférées aux Communautés, aux Régions ou à la Commission communautaire commune.

Hoofdstuk II. — Overgangsbepalingen

Art. 7. Dit hoofdstuk is van toepassing op de besturen en andere diensten van de ministeries alsook op de instellingen van openbaar nut onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat, bedoeld in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988.

Onverminderd de artikelen 8 en 9, is dit hoofdstuk eveneens van toepassing op de personen die in de loop van ten minste een deel van de periode tussen 1 januari 1989 en de datum van inwerkingtreding van deze bepaling, tewerkgesteld geweest zijn in een instelling van openbaar nut bedoeld in het eerste lid, en die ongeacht de datum van inwerkingtreding van deze bepaling, worden overgedragen aan de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De regering stelt volgend amendement voor:

«Het tweede lid van dit artikel met de volgende zinsnede aan te vullen:

«Of aan een instelling van openbaar nut onder het gezag, de controle of het toezicht van de voormelde machten.»

«Compléter l'alinéa 2 de cet article par le membre de phrase suivant:

«Ou vers un organisme d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle desdits pouvoirs.»

La parole est à M. Langendries, ministre.

M. Langendries, ministre de la Fonction publique. — Monsieur le Président, une discussion est intervenue en commission à propos de l'alinéa 2 de l'article 7. Cette discussion a été très touffue, voire parfois confuse. J'avoue en être responsable en partie.

Afin de pouvoir intégrer le problème de la Commission communautaire commune, un membre de phrase, provoquant une difficulté sur le plan juridique, a été supprimé. Pour assurer la sécurité juridique, je voudrais ajouter, *in fine* de l'alinéa 2 de l'article 7, «ou vers un organisme d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle desdits pouvoirs». Mes collaborateurs et des commissaires craignent, en effet, que certains membres du personnel de l'Etat transférés à des organismes d'intérêt public ne soient pas visés dans la modification apportée de commun accord à cet alinéa. Par ailleurs, je souhaitais rejoindre la terminologie utilisée par la loi spéciale.

Avec cet ajout, tous les membres du personnel qui sont sous statut précaire, qui ont été transférés ou sont transférés vers les Régions et les Communautés, ou vers des organismes soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle, sont visés par les mesures transitoires. Qu'ils soient statutaires ou contractuels, ils disposeront donc des mêmes chances de régularisation et, partant, d'égalité.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 7 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 7 worden aangehouden.

Art. 8. Peuvent invoquer le bénéfice du présent chapitre:

1^o Les membres du personnel qui ont été nommés:

— Soit à titre temporaire sur base de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;

— Soit à titre temporaire sur base de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire;

— Soit sur base de l'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, tel que modifié par l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986;

2^o Les membres du personnel engagés à titre contractuel ou précaire, à l'exception des membres du personnel visés par:

a) Les articles 5 et 5bis de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des ministères;

b) L'article 5 de l'arrêté royal du 1^{er} mars 1976 relatif au recrutement des agents de certains organismes d'intérêt public;

c) L'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

d) Des dispositions légales ou réglementaires qui autorisent l'engagement de personnes par contrat de travail et dont la liste est établie par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres;

3^o Les personnes qui ont été mises au travail en application, soit de l'article 51, § 2, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, soit des articles 161 à 171 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, soit de l'article 5 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères.

Art. 8. Op de toepassing van dit hoofdstuk kunnen zich beroepen:

1^o De personeelsleden die benoemd zijn:

— Hetzij tijdelijk op grond van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;

— Hetzij tijdelijk op grond van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel;

— Hetzij op grond van het artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986;

2^o De contractueel of precair aangeworven personeelsleden met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in:

a) De artikelen 5 en 5bis van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de aanwerving van ambtenaren in de besturen en andere diensten van de ministeries;

b) Artikel 5 van het koninklijk besluit van 1 maart 1976 betreffende de aanwerving van ambtenaren van bepaalde instellingen van openbaar nut;

c) Het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

d) Wets- of verordeningsbepalingen die de aanwerving van personen bij arbeidsovereenkomst toestaan en waarvan de lijst bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt opge maakt;

3° De personen die tewerkgesteld zijn geweest met toepassing hetzij van artikel 51, § 2, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, hetzij van de artikelen 161 tot 171 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid, hetzij van artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Les personnes visées à l'article 8 peuvent invoquer le bénéfice du présent chapitre pour autant :

1° Qu'elles soient en service ou mises au travail dans un ou plusieurs services publics visés à l'article 7 à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou qu'elles aient été en service ou mises au travail dans un ou plusieurs services visés à l'article 7 pendant une période de douze mois au moins, cette période se situant dans les vingt-quatre mois qui précèdent la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

2° a) Qu'elles aient été lauréates d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement, dont le délai de validité n'est pas expiré à la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

b) Ou bien qu'elles aient été lauréates d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement, dont le délai de validité est expiré avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

c) Ou bien qu'elles soient lauréates d'un concours organisé, après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par le Secrétariat permanent de recrutement. Ce concours sera également accessible aux candidats qui ne peuvent invoquer les dispositions du présent chapitre.

A la date limite d'inscription à ce concours, les intéressés doivent être porteurs d'un diplôme ou d'un certificat d'études éventuellement requis en exécution des articles 16, 6°, et 17, § 1^{er}, A, B, E et F, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

3° Qu'elles aient invoqué le bénéfice du présent chapitre au plus tard à une date qui sera fixée par arrêté royal et qui ne peut être postérieure au 31 décembre 1991.

Art. 9. De in artikel 8 bedoelde personen kunnen zich op de toepassing van dit hoofdstuk beroepen voor zover zij :

1° In dienst of tewerkgesteld zijn in een of meer openbare diensten als bedoeld in artikel 7 op de dag dat deze wet in werking treedt, of in dienst geweest of tewerkgesteld geweest zijn in een of meer diensten als bedoeld in artikel 7 gedurende een tijdsspanne van ten minste twaalf maanden, derwijze dat die tijdsspanne valt binnen de vierentwintig maanden die aan de datum van inwerkingtreding van deze wet voorafgaan;

2° a) Geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend wervingsexamen waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is op de datum van inwerkingtreding van deze wet;

b) Ofwel geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend wervingsexamen waarvan de

geldigheidsduur verstreken is vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet;

c) Ofwel slagen voor een vergelijkend examen dat na de datum van inwerkingtreding van deze wet georganiseerd wordt door het Vast Wervingssecretariaat. Dat examen zal ook toegankelijk zijn voor gegadigden die zich niet kunnen beroepen op de bepalingen van dit hoofdstuk.

Op datum van het afsluiten van de inschrijvingen voor dat vergelijkend examen moeten de belanghebbenden houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat eventueel vereist is met toepassing van de artikelen 16, 6°, en 17, § 1, A, B, E en F, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het rijkspersoneel.

3° Op de voorzieningen van dit hoofdstuk aanspraak gemaakt hebben uiterlijk op een datum die bij koninklijk besluit wordt vastgesteld en die niet later dan 31 december 1991 mag vallen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Les personnes visées à l'article 8 qui remplissent les conditions fixées à l'article 9 doivent régulièrement s'inscrire à un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement et dont l'appel est publié dans la période qui prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui se termine au plus tard à la date visée à l'article 9, 3°.

Le Secrétariat permanent de recrutement est tenu d'organiser un concours de recrutement pour la nomination aux grades communs des rangs 10, 20, 30, 42, 41 et 40 même si des réserves suffisantes sont disponibles pour satisfaire aux autorisations accordées pour le recrutement dans ces grades.

Les lauréats des concours de recrutement, visés à l'article 9, 2°, a) et b), doivent s'inscrire régulièrement à un concours et invoquer le bénéfice du présent chapitre lors de leur inscription; ils sont dispensés de participer à ce concours et de payer le droit d'inscription.

Art. 10. De in artikel 8 bedoelde personen die aan de in artikel 9 gestelde voorwaarden voldoen, moeten zich regelmatig aanmelden voor een door het Vast Wervingssecretariaat uitgeschreven vergelijkend wervingsexamen waarvan de oproep wordt bekendgemaakt binnen de periode die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van deze wet en eindigt uiterlijk op de datum bedoeld in artikel 9, 3°.

Het Vast Wervingssecretariaat is ertoe gehouden een vergelijkend wervingsexamen te organiseren voor de benoeming in de gemene graden van de rangen 10, 20, 30, 42, 41 en 40, zelfs indien voldoende reserves beschikbaar zijn om aan de voor deze graden toegestane machtigingen te voldoen.

De geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens bedoeld in artikel 9, 2°, a) en b), moeten zich regelmatig aanmelden voor een vergelijkend examen en zich bij hun inschrijving beroepen op de toepassing van dit hoofdstuk; zij worden vrijgesteld van deelneming aan dat vergelijkend wervingsexamen en van betaling van het inschrijvingsgeld.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. § 1^{er}. Les personnes visées à l'article 9 sont recrutées dans le grade pour lequel elles ont concouru dans les limites du quota prévu à l'article 6, § 1^{er}, des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964, immédiatement après les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

§ 2. Elles sont classées dans le quota selon l'ordre suivant :

1° Les lauréats des concours de recrutement dont l'appel a été publié avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et dont la durée de validité n'est pas expirée à cette date;

2° Les lauréats des concours de recrutement dont la durée de validité est expirée avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

3° Les lauréats des concours de recrutement annoncés durant la période qui prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui se termine à la date visée à l'article 9, 3°.

Art. 11. § 1. De onder artikel 9 bedoelde personen worden binnen de perken van het bij artikel 6, § 1, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel van Afrika bepaalde quotum, aangeworven in de graad waarvoor zij het examen hebben afgelegd, onmiddellijk na het beroepspersoneel van de kaders van Afrika.

§ 2. Zij worden, in onderstaande volgorde, opgenomen in het quotum :

1° De geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens waarvan de oproep werd bekendgemaakt vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet en waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is op deze datum;

2° De geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens waarvan de geldigheidsduur verstreken is vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet;

3° De geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens die worden aangekondigd in de periode die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van deze wet en die eindigt op de datum bedoeld in artikel 9, 3°.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Ne peuvent être invoqués à l'encontre des bénéficiaires du présent chapitre les droits de priorité accordés par :

a) Les lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 assurant aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accordant aux invalides de guerre, anciens combattants, membres de la résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes des guerres 1914-1918 et 1940-1945 un droit de priorité pour l'accès aux emplois publics;

b) L'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages;

c) La loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

d) La loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées;

e) L'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics.

Art. 12. Tegen de begunstigden van dit hoofdstuk mogen niet worden ingeroepen de prioriteitsrechten die verleend zijn door :

a) De gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 tot verzekering van de wederopneming der gemobiliseerde Belgen in hun bediening en tot toekenning aan de oorlogsinvaliden, oudstrijders, leden van de weerstand, politieke gevangenen, oorlogsweduwen en -wezen, gedeporteerden, arbeidsweigeraars en andere slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 van een prioriteitsrecht voor de toegang tot de openbare betrekkingen;

b) Het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidssdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen;

c) De wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;

d) De wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht;

e) Het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Pour l'application du présent chapitre, le quota auquel l'article 11, § 1^{er}, fait référence est étendu aux emplois du niveau 3 et du niveau 4.

Art. 13. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt het quotum waarnaar artikel 11, § 1, verwijst, uitgebreid tot de betrekkingen van niveau 3 en van niveau 4.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. § 1^{er}. Chaque fois qu'il est procédé à un recrutement en vue de conférer un emploi permanent vacant dans un service visé à l'article 7, le quota réservé est fixé à 50 p.c. des emplois à conférer.

§ 2. Lorsque le nombre de ces emplois est un nombre impair, le quota réservé est ramené à l'unité immédiatement inférieure à la moitié de ce nombre à moins que, lors du recrutement antérieur, un emploi analogue ait été attribué à une personne qui ne bénéficiait pas du présent chapitre.

Art. 14. § 1. Telkens als een aanwerving plaatsvindt met het oog op het verlenen van een openstaande vaste betrekking in een dienst vermeld in artikel 7 wordt het voorbehouden quotum vastgesteld op 50 pct. van de te verlenen betrekkingen.

§ 2. Wanneer het aantal van deze betrekkingen oneven is, wordt het voorbehouden quotum teruggebracht tot de eenheid die onmiddellijk lager ligt dan de helft van dit aantal tenzij, bij de vroegere aanwerving, soortgelijke betrekking werd toegekend aan een persoon die het voordeel van dit hoofdstuk niet genoot.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. § 1^{er}. Les lauréats d'une même réserve sont classés sur la base du nombre de points qu'ils ont obtenus.

§ 2. Pour l'admission au stage dans les ministères ou organismes d'intérêt public où ils sont ou ont été en service ou mis au travail dans les conditions fixées à l'article 9, 1°, les personnes bénéficiant du présent chapitre sont classées, dans le quota réservé, avant les autres lauréats, pour autant que l'emploi à conférer corresponde à l'emploi occupé.

§ 3. Les emplois sont attribués alternativement aux bénéficiaires du présent chapitre et aux autres lauréats.

§ 4. Les emplois du quota qui resteraient vacants à défaut de lauréats visés aux articles 11, § 1^{er}, et 13, sont attribués aux lauréats de l'autre groupe et inversement.

Art. 15. § 1. De geslaagden in een zelfde reserve worden gerangschikt op grond van het aantal punten dat zij behaald hebben.

§ 2. Voor de toelating tot de stage in de ministeries of de instellingen van openbaar nut waar zij in dienst of tewerkgesteld zijn of geweest zijn, onder de in artikel 9, 1°, bepaalde voorwaarden, worden de personen die onder de regeling van dit hoofdstuk vallen, binnen het voorbehouden quotum gerangschikt vóór de andere geslaagden, voor zover de te verlenen betrekking met de bezette betrekking overeenstemt.

§ 3. De betrekkingen worden afwisselend toegewezen aan de begunstigden van dit hoofdstuk en aan de andere geslaagden.

§ 4. De betrekkingen van het quotum die vacant zouden blijven bij gebrek aan geslaagden bedoeld in artikel 11, § 1, en artikel 13, worden toegekend aan de geslaagden van de andere groep en omgekeerd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Les règles fixées par l'article 18, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, restent applicables aux réserves de recrutement visées à l'article 11, § 2, 1^o et 3^o.

Au deuxième alinéa du § 2 de l'article 18 précité, les mots «et sans préjudice des articles 5 et 6 de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accomplis des services à la coopération avec les pays en voie de développement» ne sont toutefois pas applicables aux emplois qui appartiennent au quota réservé prévu à l'article 11, § 1^{er}.

Art. 16. De regelen ingesteld bij artikel 18, §§ 2 en 3, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, blijven van toepassing op de wervingsreserves bedoeld in artikel 11, § 2, 1^o en 3^o.

In het voormelde artikel 18, § 2, tweede lid, zijn de woorden «en onverminderd de artikelen 5 en 6 van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd» evenwel niet van toepassing op de betrekkingen die behoren tot het voorbehouden quotum, bepaald in artikel 11, § 1.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Pour être admis au stage, les personnes bénéficiant du présent chapitre sont dispensées de la condition d'admissibilité prévue à l'article 16, 5^o, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Art. 17. Om tot de stage te worden toegelaten worden de personen op wie dit hoofdstuk van toepassing is, vrijgesteld van de toelatingsvereiste gesteld onder 5^o van artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 18. § 1^{er}. Les personnes visées à l'article 8, 3^o, qui remplissent les conditions imposées par l'article 9, 1^o, sont, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, engagées dans les liens du contrat de travail visé à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988.

La durée de validité de ce contrat est limitée à la partie restant à courir à cette date, de la période autorisée pour leur mise au travail.

§ 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de la présente loi, les services temporaires visés par cet article se prolongent jusqu'au 31 décembre 1990. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, mettre cette date en concordance avec celle prévue à l'article 9, 3^o.

Le personnel occupé dans lesdits services à la date d'entrée en vigueur de la présente loi reste soumis jusqu'à la date visée à l'alinéa 1^{er} aux dispositions statutaires qui lui étaient applicables le jour précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 3. Sans préjudice du § 5, alinéa 2, les bénéficiaires du présent chapitre, lauréats ou non du concours de recrutement visé à l'article 9, 2^o, de la présente loi peuvent rester en service jusqu'à l'expiration de la durée de validité de leur contrat ou jusqu'à l'expiration de leur statut d'agent temporaire qui leur est actuellement applicable, et en aucun cas au-delà de la date visée à l'article 9, 3^o.

§ 4. Si l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination n'a pas signifié elle-même la fin des fonctions, le secrétaire permanent au recrutement notifie la fin des fonctions par lettre recommandée à la poste, en respectant les délais de préavis prévus par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 5. Après les délais prévus par le paragraphe 3, des personnes peuvent être engagées sous contrat dans les cas et dans les conditions prévus à l'article 8, § 2, de l'arrêté royal n^o 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics.

Pour les contractuels visés au paragraphe 1^{er} qui, occupant des emplois définitivement vacants au cadre des administrations, services et organismes visés à l'article 7 de la présente loi, n'auront pu être remplacés par des agents statutaires avant l'expiration du délai dont question au § 1^{er}, alinéa 2, du présent article, la durée de validité de leur contrat peut être prorogée pour une nouvelle période qui ne peut en aucun cas être postérieure à la date d'entrée en service des agents statutaires qui seront appelés à les remplacer.

§ 6. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, désigner parmi les membres du personnel et les personnes qui tombent sous l'application du présent chapitre, ceux qui, en dérogation aux cas limitativement énumérés à l'article 8, § 2, de l'arrêté royal n^o 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, sont maintenus en service sous contrat aux conditions fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Les membres du personnel et les personnes qui tombent sous l'application du présent chapitre et qui ont, à la date visée à l'article 9, 3^o, cinquante ans, ou qui sont lauréats d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement, sont maintenus d'office en service aux conditions fixées à l'alinéa précédent.

Art. 18. § 1. De personen bedoeld in artikel 8, 3^o, die de door artikel 9, 1^o, gestelde voorwaarden vervullen worden op de datum van inwerkingtreding van deze wet aangeworven bij arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988.

De geldigheidsduur van deze overeenkomst is beperkt tot het gedeelte van de toegestane periode dat op die datum nog overblijft.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 2 van deze wet, blijven de door dit artikel bedoelde tijdelijke diensten bestaan tot 31 december 1990. De Koning kan echter, bij een in Ministerraad overlegd besluit, deze datum in overeenstemming brengen met die waarin voorzien wordt in artikel 9, 3^o.

Het personeel dat op de datum van inwerkingtreding van deze wet in deze diensten gebezigd is blijft tot de in het eerste lid bedoelde datum onderworpen aan de statutaire bepalingen die op dat personeel van toepassing waren op de dag die aan de datum van inwerkingtreding van deze wet voorafgaat.

§ 3. Onverminderd § 5, tweede lid, mogen de begunstigen van dit hoofdstuk, al dan niet geslaagd voor het vergelijkend wervingsexamen bedoeld in artikel 9, 2^o, van deze wet in dienst blijven tot bij het verstrijken van de geldigheidsduur van hun contract of tot bij het verstrijken van hun statuut van tijdelijk ambtenaar dat thans op hen van toepassing is, en in geen enkel geval na de in artikel 9, 3^o, bedoelde datum.

§ 4. Indien de tot benoemen bevoegde overheid niet zelf het einde van de functies heeft betekend, doet de vaste wervingssecretaris dit bij een ter post aangetekende brief met inachtneming van de bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voorziene opzegtermijnen.

§ 5. Na de in paragraaf 3 bedoelde termijnen kunnen personen met een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen in de gevallen en onder de voorwaarden vermeld in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten.

Voor de in paragraaf 1 bedoelde contractuelen die betrekkingen bekleden die definitief vacant zijn in de personeelsformatie van de in artikel 7 van deze wet bedoelde besturen, diensten en instellingen die niet zouden kunnen worden vervangen door statutaire ambtenaren vóór het verstrijken van de termijn waarvan sprake in § 1, tweede lid, van dit artikel, mag de geldigheidsduur van hun contract verlengd worden voor een nieuwe periode die in geen geval de datum van indiensttreding van de statutaire ambtenaren die hun vervangen mag overschrijden.

§ 6. De Koning mag, bij een in Ministerraad overlegd besluit, van de personeelsleden en de personen die onder de toepassing van dit hoofdstuk vallen diegenen aanwijzen die, in afwijking van de in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten limitatief opgesomde gevallen, onder arbeidsovereenkomst in dienst worden gehouden onder de bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit vastgelegde voorwaarden.

De personeelsleden en de personen die onder de toepassing van dit hoofdstuk vallen en die op de in artikel 9, 3°, bedoelde datum vijftig jaar oud zijn, of die geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend wervingsexamen, worden ambtshalve in dienst gehouden onder de in het voorgaande lid vastgelegde voorwaarden.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN VERKEERS- WEZEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1989

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1989

Discussion générale et vote d'articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1989.

Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget du ministère des Communications de l'année budgétaire 1989.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer De Seranno, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou kunnen verwijzen naar het verslag dat vrij uitgebreid is en soms ook technisch. Misschien is het wel goed te vermelden waarin de aanpassingen van de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1989 bestaan.

De aanpassingen resulteren in een verhoging van de lopende uitgaven met een bedrag van 562 miljoen en een vermindering van de kapitaaluitgaven met 650 miljoen voor de vastleggingen en 1,5 miljard voor de ordonnanceringskosten.

De belangrijkste verhogingen zijn: 550 miljoen compensatie van de lasten van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, voortvloeiend uit de verplichtingen van openbare dienst ingevolge maatregelen inzake de intersectoriële sociale programmatie en 66 miljoen voor het Belgisch aandeel in de werkingskosten van Eurocontrol-bureau (Brussel). Deze verhoging bedraagt 14 pct. van het totaal en brengt het totale krediet op 546 miljoen. Ze is het gevolg van het toetreden van twee nieuwe leden, namelijk Griekenland en Turkije, en wordt veroorzaakt door de aanwerving van nieuw personeel.

Een andere niet-onbelangrijke verhoging vormt de 115 miljoen bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart. De minister heeft hierover vrij uitvoerig uitleg verstrekt en heeft erop gewezen dat dit bedrag voor een belangrijk gedeelte wordt gecompenseerd in andere artikelen, die trouwens op dezelfde bladzijde in het begrotingsontwerp terug te vinden zijn.

De tekst van de overeenkomsten die werden gesloten tussen de Belgische Staat en het Vlaamse Gewest in verband met de radarinstallatie werd als bijlage bij het verslag gevoegd.

Mijnheer de Voorzitter, aangezien wij nu worden geconfronteerd met amendementen van de regering, was ik even geneigd de terugverwijzing naar de commissie te vragen. Bij nader toezien blijken deze amendementen echter mede het gevolg te zijn van de bespreking in de commissie. Het lijkt mij dan ook aangewezen te zijn dat de minister daarover zelf uitleg geeft. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bayenet.

M. Bayenet. — Monsieur le Président, j'aurais souhaité poser ma question beaucoup plus tôt à M. le Vice-Premier ministre, mais la conférence des présidents a préféré que je le fasse dans le cadre de la discussion du projet de loi ajustant son budget.

Ma question porte sur la liaison Athus-Meuse. Un groupe de travail composé de représentants de l'administration des transports et de fonctionnaires spécialisés de la SNCB a mené une étude approfondie en vue de déterminer la stratégie d'acheminement la plus économique pour le trafic de marchandises nord-sud.

Ce groupe a conclu que l'axe ouest, c'est-à-dire la liaison Athus-Meuse présente sans discussion possible le meilleur bilan financier.

Cette option fut approuvée par le conseil d'administration de la SNCB et par le bureau du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Dans le cadre de ce dossier, il est absolument nécessaire de remettre en service une double voie électrifiée sur le tronçon — mesurant environ huit kilomètres — Fleurus-Tamames, ce qui, à raison de vingt millions de francs par kilomètre, engagerait une dépense de l'ordre de 160 millions.

M. le Vice-Premier ministre pourrait-il me préciser s'il a prévu un budget pour couvrir cette dépense?

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, allereerst dank ik de heer De Seranno voor zijn verslag, dat een goed beeld geeft van de technische discussie die wij in de commissie hebben gevoerd en die ik heb geprobeerd te stofferen met de nodige documenten, die als bijlage bij het verslag zijn opgenomen.

Zoals de heer De Seranno heeft opgemerkt, is het amendement dat de regering heeft ingediend, het gevolg van een discussie, waarvan u op bladzijde 4 van het verslag de neerslag vindt. Tijdens de commissievergadering hebben wij reeds aangekondigd dat een deel van de ordonnanceringskosten voor lasten uit het verleden worden verschoven van de post stedelijk vervoer naar de post walradarken. Ook deze laatste post houdt immers verband met lasten uit het verleden. Tijdens de commissievergadering hebben wij verklaard dat we het probleem in een eerste fase zouden oplossen met een deliberatie. Dit amendement beoogt de wettelijke regularisatie van deze deliberatie. Heel deze aangelegenheid is inderdaad uitgebreid in de commissie besproken en vormt dus geen nieuw gegeven.

En ce qui concerne la question posée par M. Bayenet, je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit à plusieurs reprises en séance publique et en commission: le choix des réseaux de transport de marchandises est effectué par la SNCB en fonction de ses propres critères de rentabilité. La liaison Athus-Meuse a, en effet, été retenue. Il ne m'appartient pas d'intervenir à ce propos puisqu'il s'agit d'une décision de cette société.

L'ordre des investissements — notamment dans le cadre du plan Star 21 — sera également fixé sur proposition de la SNCB. Je n'ai pas le budget de cette dernière en ma possession maintenant et ne peux, dès lors, vous dire si le tronçon que vous citez figure dans les propositions. Je ne manquerai pas de le vérifier et de vous informer mais je confirme que l'option de base

«Athus-Meuse» est reprise en tant que telle dans le plan de structure de la SNCB. (Applaudissements.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet.

De regering heeft volgende amendementen ingediend:

«Wetstabel

TITEL I. — Lopende uitgaven

Sectie 40. — Diensten van de secretaris-generaal en diensten gemeen voor Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie

Art. 11.03. Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (blz. 6).

In de kolom «Aanpassingen lopend jaar», de vermindering van — 1,8 miljoen frank terug te brengen tot — 1,3 miljoen frank (vermeerdering: 0,5 miljoen frank).

Sectie 51. — Bestuur van het Vervoer

Art. 11.03. Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (blz. 8).

In de kolom «Aanpassingen lopend jaar», de vermindering van — 7,7 miljoen frank terug te brengen tot — 7,2 miljoen frank (vermeerdering: 0,5 miljoen frank).

Sectie 52. — Bestuur der Luchtvaart

Art. 11.03. Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (blz. 10).

In de kolom «Aanpassingen lopend jaar», de vermindering van — 4,5 miljoen frank terug te brengen tot — 4,4 miljoen frank (vermeerdering: 0,1 miljoen frank).

Sectie 53. — Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart

Art. 11.03. Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (blz. 12).

In de kolom «Aanpassingen lopend jaar», de vermindering van — 87,1 miljoen frank terug te brengen tot — 86,8 miljoen frank (vermeerdering: 0,3 miljoen frank).

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

Deel I. — Kredieten bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma

B. Lasten van het verleden

Sectie 51. — Bestuur van het Vervoer

Art. 81.28. Uit te voeren werken met het oog op de bevordering en de modernisering van het gemeenschappelijk stedelijk en interstedelijk secundair vervoer, met inbegrip van, enz. (blz. 22 en 23).

In de kolom «Aanpassingen lopend jaar» de vermindering van — 240,0 miljoen frank te brengen op — 421,2 miljoen frank (vermindering: 181,2 miljoen frank).

Sectie 53. — Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart

Na artikel 73.01 (blz. 24 en 25) artikel 74.17 «Inrichting van een radarketen met televerbindingssysteem langs de Schelde en de Belgische Kust» invoegen.

Kredieten verleend voor 1989: 966,6 miljoen frank.

Aanpassingen lopend jaar: + 181,2 miljoen frank.

Kredieten voorgesteld voor 1989: 1 147,8 miljoen frank.

De tabel «Aangepaste kredieten 1989 van de wetstabel per basisallocaties» (blz. 29) wijzigen als volgt (in miljoenen franken):

Wettelijk artikel		Verdeling over de basisallocaties					
Afdeling	Artikel	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancings-kredieten	Vastleggings-kredieten	Vorige jaren	Afdeling/Programma	Artikel

B. Lasten van het verleden

51	81.28	—	140,0	—	—	51/2	81.28.22.04
51	81.28	—	4 446,2	—	—	51/3	81.28.32.14
		—	4 586,2	—	—		
53	74.17	—	1 147,8	—	—	53/1	74.17.13.50.»

«Tableau de la loi

TITRE I^{er}. — Dépenses courantes

Section 40. — Services du secrétaire général et services communs aux Communications, aux Postes, Télégraphes et Téléphones

Art. 11.03. Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (p. 6).

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

Dans la colonne «Ajustements de l'année courante», ramener la réduction de — 1,8 million de francs à — 1,3 million de francs (augmentation: 0,5 million de francs).

Section 51. — Administration des Transports

Art. 11.03. Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (p. 8).

Dans la colonne « Ajustements de l'année courante », ramener la réduction de - 7,7 millions de francs à - 7,2 millions de francs (augmentation: 0,5 million de francs).

Section 52. — Administration de l'Aéronautique

Art. 11.03. Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (p. 10).

Dans la colonne « Ajustements de l'année courante », ramener la réduction de - 4,5 millions de francs à - 4,4 millions de francs (augmentation: 0,1 million de francs).

Section 53. — Administration de la Marine et de la Navigation intérieure

Art. 11.03. Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (p. 12).

Dans la colonne « Ajustements de l'année courante », ramener la réduction de - 87,1 millions de francs à - 86,8 millions de francs (augmentation: 0,3 million de francs).

TITRE II. — Dépenses de capital

Partie I. — Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements

B. Charges du passé

Section 51. — Administration des Transports

Art. 81.28. Travaux à exécuter en vue d'assurer la promotion et la modernisation des transports en commun secondaires urbains et interurbains, y compris, etc. » (pp. 22 et 23).

Dans la colonne « Ajustements année courante », porter la réduction de - 240,0 millions de francs à - 421,2 millions de francs (réduction: 181,2 millions de francs).

Section 53. — Administration de la Marine et de la Navigation intérieure

Insérer après l'article 73.01 (p. 24 et 25) l'article 74.17 « Etablissement le long de l'Escaut et de la côte belge d'une chaîne de radar et d'un système de télécommunications ».

Crédits alloués pour 1989: 966,6 millions de francs.

Ajustements années courantes: + 181,2 millions de francs.

Crédits proposés pour 1989: 1 147,8 millions de francs.

Le tableau « Crédits ajustés 1989 du tableau de la loi par allocations de base » (p. 29) est modifié comme suit (en millions de francs):

Article légal		Répartition entre les allocations de base					
Division	Article	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Crédits d'engagement	Années antérieures	Division/Programme	Article

B. Charges du passé

51	81.28	—	140,0	—	—	51/2	81.28.22.04
51	81.28	—	4 446,2	—	—	51/3	81.28.32.14
		—	4 586,2	—	—		
53	74.17	—	1 147,8	—	—	53/1	74.17.13.50. »

« Ontwerp van wet »

Artikel 1. In § 1, de op bladzijde 2 voorgestelde tabel te vervangen door de onderstaande tabel (in miljoenen franken):

Gesplitste kredieten			
Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnerings-kredieten	
TITEL I			
Lopende uitgaven			
Aanpassingen lopend jaar	563,3	—	—
Bijkredieten voor vorige begrotingsjaren . .	56,5	—	— »

« Projet de loi »

Article 1^{er}. Au § 1^{er}, remplacer le tableau proposé en page 2 par le tableau ci-après (en millions de francs):

Crédits dissociés

Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
—	—	—

TITRE I

Dépenses courantes

Ajustements année courante	563,3	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires antérieures .	56,5	—	— »

Je pense également que, pour les raisons invoquées par le rapporteur, il n'y a pas lieu de renvoyer en commission les amendements relatifs au tableau.

Le vote sur les amendements, le vote sur les articles auxquels ils se rattachent, ainsi que le vote sur l'article premier du projet de loi sont réservés.

De stemming over de amendementen, de stemming over de artikelen waarop ze betrekking hebben, alsmede de stemming over artikel één van het ontwerp van wet worden aangehouden.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des autres articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de andere artikelen van de tabel, breng ik die artikelen in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 795-1 à 4, session 1989-1990, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 795-1 tot 4, zitting 1989-1990, van de Senaat.)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder de Titel I — Lopende uitgaven en onder de Titel II — Kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1989, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

		Gesplitste kredieten		
		Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I				
<i>Lopende uitgaven</i>				
Aanpassingen lopend				
jaar	+ 561,9	—	—	—
Bijkredieten voor vorige				
jaren.	56,5	—	—	—
TITEL II				
<i>Kapitaaluitgaven</i>				
Aanpassingen lopend				
jaar	—	— 653,4	— 1 537,3	—
Bijkredieten voor vorige				
jaren.	—	—	—	—

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au Titre I — Dépenses courantes et au Titre II — Dépenses de capital, du budget du ministère des Communications de l'année budgétaire 1989, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi, et à concurrence de (en millions de francs):

		Crédits dissociés		
		Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I				
<i>Dépenses courantes</i>				
Ajustements année cou-				
rante	+ 561,9	—	—	—
Crédits supplémentaires				
pour années anté-				
rieures	56,5	—	—	—
TITRE II				
<i>Dépenses de capital</i>				
Ajustements année cou-				
rante	—	— 653,4	— 1 537,3	—
Crédits supplémentaires				
pour années anté-				
rieures	—	—	—	—
— Aangehouden.				
Réservé.				

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De wedde van de heer E.-F. F. waarvan de benoeming tot de graad van directeur bij de diensten van de secretaris-generaal bij arrest nr. 31.389 van 23 november 1988 van de Raad van State werd vernietigd, wordt behouden voor de periode van 1 augustus 1987 tot 30 november 1988.

De wedde van de heer H. F., wiens benoeming tot de graad van industrieel ingenieur — hoofd van dienst bij het Bestuur van het Vervoer bij arrest nr. 31.543 van 2 december 1988 van de Raad van State werd vernietigd, wordt behouden voor de periode van 1 december 1985 tot 31 december 1988.

Deze bepalingen hebben geen uitwerking op de graad- en weddebevordering van de betrokkenen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Le traitement de M. E.-F. F., dont la nomination au grade de directeur aux services du secrétaire général a été annulée par arrêt n° 31.389 du 23 novembre 1988 du Conseil d'Etat, est maintenu pour la période du 1^{er} août 1987 au 30 novembre 1988.

Le traitement de M. H. F., dont la nomination au grade d'ingénieur industriel — chef de service à l'Administration des Transports a été annulée par arrêt n° 31.543 du 2 décembre 1988 du Conseil d'Etat, est maintenu pour la période du 1^{er} décembre 1985 au 31 décembre 1988.

Ces dispositions restent sans effet sur l'avancement de grade et de traitement des intéressés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de betreffende verrichtingen betreffende de rekening 87.10.12.45 B van de sectie « Orderverrichting van de diensten van de Schatkist » — Bezoldigingen en andere vaste uitgaven van het gesubsidieerd contractueel personeel (art. 93 tot 101 van de programmawet van 30 december 1988) voor rekening van het ministerie van Verkeerswezen — een negatieve stand van deze rekening veroorzaken.

Art. 3. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au compte 87.10.12.45 B de la section « Opération d'ordre de Trésorerie » — Rémunérations et autres dépenses fixes du personnel contractuel subventionné (art. 93 à 101 de la loi-programme du 30 décembre 1988) pour compte du ministère des Communications — créent une position débitrice de ce compte.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. § 1. De minister die de Dienst voor regeling der binnenvaart onder zijn bevoegdheid heeft, mag ten bate van deze dienst bij een kredietinstelling een lening aangaan, terug te betalen in 10 jaar. Deze lening mag het bedrag niet overschrijden dat nodig is voor de prefinanciering van de slooppremies die worden uitgekeerd, in uitvoering van de Verordening (EEG) nr. 1101/89 van de Raad inzake de structurele sanering van de binnenvaart en van de Verordening nr. 1102/89 van de Commissie van 27 april 1989 ter vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen van de Verordening (EEG) nr. 1101/89 van de Raad inzake de structurele sanering van de binnenvaart.

§ 2. Overeenkomstig artikel 7 van de Verordening (EEG) nr. 1101/89, waarvan sprake, wordt aan deze lening de staatswaarborg gehecht.

Art. 4. § 1^{er}. Le ministre qui à l'Office régulateur de la navigation intérieure dans ses attributions peut contracter auprès d'un organisme de crédit, un emprunt à rembourser en dix ans, au profit de l'Office régulateur de la navigation intérieure. Son montant ne pourra pas dépasser la somme à préfi-

nancer, en exécution du Règlement (CEE) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure et du Règlement (CEE) n° 1102/89 de la Commission du 27 avril 1989 fixant certaines mesures d'application du Règlement (CEE) n° 1101/89 précité.

§ 2. Conformément à l'article 7 du Règlement (CEE) n° 1101/89 précité du Conseil, l'emprunt sera émis avec la garantie de l'Etat.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Cette loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES PENSIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VAN HET BEGROTINGSJAAR 1988

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1988.

Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen van het begrotingsjaar 1988.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 5/3-894/1, session 1988-1989, de la Chambre des représentants.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 5/3-894/1, zitting 1988-1989, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au Titre I — Dépenses courantes, du budget des Pensions de l'année budgétaire 1988, sont

ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

Crédits non dissociés

TITRE I

Dépenses courantes

Ajustements année courante	286,3
Crédits pour créances d'années antérieures	54,5

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder Titel I — Lopende uitgaven van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1988, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

Niet-gesplitste kredieten

TITEL I

Lopende uitgaven

Aanpassingen lopend jaar	286,3
Kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren	54,5

— Adopté.

Aangenomen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les arrêtés ministériels du 26 mai 1987 pris en exécution des articles 11, 12 et 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987 portant suppression de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie et réorganisation de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés sont confirmés avec effet à la date du 1^{er} mai 1987.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De ministeriële besluiten van 26 mei 1987 genomen ter uitvoering van artikelen 11, 12 en 13, § 1, van het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987 tot afschaffing van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen en ter reorganisatie van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van 1 mei 1987.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 3. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist gedekt worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 19 VAN DE NIEUWE GEMEENTEWET

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 19 DE LA NOUVELLE LOI COMMUNALE

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 19 van de nieuwe gemeentewet.

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant l'article 19 de la nouvelle loi communale.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Swinnen, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar het verslag, dat eenparig werd aangenomen.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Artikel één luidt:

Artikel 1. Artikel 19, § 1, vierde lid, van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Wanneer het vaststellen van de wedden overeenkomstig het eerste en het tweede lid tot gevolg heeft dat andere wettelijke of reglementaire bezoldigingen, vergoedingen of toelagen verminderd worden of vervallen, kan de Koning, op de door Hem te bepalen wijze, de wedde van de burgemeester of van de schepenen verminderen, op voorwaarde dat deze daarom verzoekt. »

Article 1^{er}. L'article 19, § 1^{er}, alinéa 4, de la nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante:

« Lorsque la fixation des traitements, opérée conformément aux alinéas 1^{er} et 2, entraîne la réduction ou la suppression d'autres traitements, indemnités ou allocations légales ou réglementaires, le Roi peut, selon les modalités qu'il détermine, réduire le traitement du bourgmestre ou de l'échevin, pour autant que celui-ci en ait fait la demande. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 2. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 1989.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — De commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden heeft vanochtend beslist punt 9 — ontwerp van wet tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot 18 jaar — van de agenda van woensdag 20 december 1989, te schrappen. Dit ontwerp van wet zal in de maand januari 1990 worden besproken.

Bijgevolg is de agenda van vandaag afgewerkt. De vergadering van 14 uur en van 19 uur zijn dus afgelast.

Aan de agenda van donderdag 21 december 1989 werd een punt toegevoegd, namelijk het ontwerp van wet tot tijdelijke aanvulling van het pensioen van bepaalde gepensioneerden uit de openbare sector. Nadien zullen de interpellaties worden gehouden. Er waren oorspronkelijk vier interpellaties gepland. Waarschijnlijk zullen er slechts twee worden gehouden. De te interpelleren ministers en de interpellanten zullen hiervan op de hoogte worden gebracht. Voor het overige zal de agenda van morgen worden afgewerkt zoals gepland. De stemmingen zullen in elk geval plaatshebben te 16 uur.

De openbare vergaderingen van vrijdag 22 en zaterdag 23 december 1989 zullen niet plaatshebben...

M. De Seranno. — Sauf imprévu!

De Voorzitter. — ... tenzij er — zoals de heer De Seranno heeft opgemerkt — een onverwachte gebeurtenis plaatsgrijpt.

La commission du Travail parlementaire, présidée par le Président du Sénat, a décidé ce matin de retirer de l'ordre du jour de ce mercredi 20 décembre 1989 le projet de loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et d'en reporter l'examen au mois de janvier prochain.

Dès lors, notre ordre du jour d'aujourd'hui est épuisé. Les séances prévues à 14 et à 19 heures n'auront donc pas lieu.

Un point nouveau a été ajouté à l'ordre du jour de la séance du jeudi 21 décembre 1989. Il s'agit du projet de loi accordant temporairement un complément de pension à certains pensionnés du secteur public. Ensuite, auront lieu les interpellations. Initialement prévues au nombre de quatre; elles ne seront vraisemblablement plus que deux. Les ministres interpellés et les interpellateurs seront bien sûr avisés de ces modifications. Pour les autres points, l'ordre du jour de demain se déroulera tel que prévu, les votes intervenant toutefois à partir de seize heures.

Les séances prévues le vendredi 22 et le samedi 23 décembre 1989 n'auront pas lieu, sauf événement imprévu comme le dit M. De Seranno, dans sa grande expérience.

Le Sénat est-il d'accord sur cet ordre des travaux?

Is de Senaat het hiermede eens? (*Instemming.*)

Il en sera donc ainsi.

Dan is hiertoe besloten.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 21 décembre 1989, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 21 december 1989, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 40 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 40 m.*)

